



**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016



01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Evaluation	
		LFI	LFR				
<b>010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>							
<b>001 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>001-A Réduire la corruption</b>							
001-A-1	Nombre de régions mettant en œuvre une politique régionale de réduction de la corruption	Nb	10	40	0	-40	NA
001-A-2	Taux des dossiers d'investigation traités	%	30	58	44	-14	NA
001-A-3	Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation effectuées par le bureau	Nb	25	5	5	0	A
<b>001-B Promouvoir les opportunités d'investissements dans le secteur textile</b>							
001-B-1	Stratégie et plan d'actions sur les opportunités d'investissement dans le secteur textile	Nb	2	1	1	0	A
001-B-2	Cadre de concertation public-privé pour la mise en œuvre du plan d'actions sur le développement du secteur textile	%	2	0	0	0	Autres
<b>001-C Renforcer les capacités de l'EDBM et des structures intervenant dans la promotion des investissements</b>							
001-C-1	Evaluation des besoins en formation de l'EDBM et des structures gouvernementales	Nb	50	1	1	0	A
001-C-2	Nombre de staff de l'EDBM et des autres structures privées et gouvernementales formés (% de femmes)	Nb	50	0	0	0	Autres
<b>001-D Maintenir un capacité institutionnelle adéquate</b>							
001-D-1	Taux de la réalisation des programmes d'activités de soutien par les organismes de Défense	%	75	100	100	0	A
001-D-2	Nombre de formation des agents de sécurité	Nb	5	1	5	+4	A
<b>001-E Etendre le Data Center de l'Etat: l'intranet de l'Etat au niveau des régions, au niveau des provinces et au niveau central.</b>							
001-E-1	Nombre de provinces connectés à l'intranet de l'Etat	Nb	5	5	0	-5	NA
001-E-2	Nombre de régions connectés à l'intranet de l'Etat	Nb	15	15	0	-15	NA
001-E-3	Niveau capacité d'accueil du Data Center	Niveau	0	0	0	Autres	Autres
001-E-4	Nombre de l'intranet de l'Etat accessible partout au niveau central même dans les zones d'ombre	Nb	15	15	0	-15	NA
001-E-5	Nombre de client de l'intranet de l'Etat	Nb	500	500	0	-500	NA
<b>001-F Renforcer les capacités de l'ANRE</b>							
001-F-1	Le nombre de services/Application augmente	Nb	50	50	0	-50	NA
001-F-2	La qualité de services/Application augmente	%	50	50	0	-50	NA
001-F-3	La capacité des agents de l'Etat améliorée	Nb	100	100	0	-100	NA
001-F-4	Le nombre des agents de l'ANRE formés et à jour sur les domaines de connaissance en TIC	Nb	50	50	0	-50	NA
<b>001-G Organiser le Sommet à Madagascar</b>							
001-G-1	Nombre de sommets organisés	Nb	2	2	2	0	A
<b>001-H Doter l'Organisation du Sommet d'un siège digne des sommets</b>							
001-H-1	Nombre de siège doté en matériel informatique et fournitures de bureau	Nb	1	1	1	0	A
001-H-2	Nombre de véhicules dotés	Nb	12	12	12	0	A
<b>001-1 Réduire la corruption</b>							
001-1-1	Nombre de régions mettant en œuvre une politique régionale de réduction de la corruption	Nb	22	22	16	-6	NA
001-1-2	Pourcentage des dossiers d'investigation traités	%	80	80	36	-44	NA
001-1-3	Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation effectuées par le Bureau	Nb	300	300	230	-70	NA
001-1-4	Nombre d'inspection ou de conscientisation effectuées	Nb	0	0	4	Autres	Autres
<b>001-2 Renforcer l'Etat de droit</b>							
001-2-1	Nombre de piliers d'intégrité connaissant et appliquant les règles de base	Nb	6	6	6	0	A
001-2-2	Nombre d'organisations de la société civile effectuant des interpellations effectives	Nb	4	4	4	0	A

001-2-3	Nombre de Déclarations d'Opérations suspectes (DOS) traitées	Nb	60	60	120	+60	A
001-2-4	Nombre de responsables de veille et de partenaires formés	Nb	300	300	300	0	A
001-2-5	Nombre de séances et de travaux de sensibilisation pour la mise en place d'un système de vigilance	Nb	4	4	10	+6	A
001-2-6	Nombre de formations militaires inspectées ou visitées	Nb	16	16	3	-13	NA
001-2-7	Délai moyen de traitement de dossiers relatifs aux affectations (Base 100: fin 2014)	Nb	95	97	97	0	A
001-2-8	Délai moyen de traitement des doléances reçues auprès du CSM (base 100: fin de l'année 2014)	Nb	80	85	90	5	NA
001-2-9	Nombre de visiteurs du site web du CSM (base 100: cumul nombre des visiteurs de l'année 2014)	Nb	400	250	100	-150	NA
<b>001-3</b>	<b><u>Renforcer les prestations des services publics</u></b>						
001-3-1	Nombre de distinctions honorifiques discernées	Nb	26 000	26 000	34 878	+8 878	A
001-3-2	Taux d'exécution budgétaire	%	98	98	81,72	-16,28	NA
<b>001-4</b>	<b><u>Fournir un niveau de sécurité suffisant pour assurer la sécurité des personnes et protéger leurs biens</u></b>						
001-4-1	Nombre de renseignements exploités et transmis aux instances étatiques	Nb	2 500	2 000	2 351	+351	A
001-4-2	Probabilité d'apparition d'un crime envers les Hautes Personnalités de la Présidence	%	0,1	0,1	0,1	0,0	A
<b>001-5</b>	<b><u>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient, rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des revenus et des dépenses</u></b>						
001-5-1	Nombre d'inspections effectuées	Nb	22	22	25	+3	A
001-5-2	Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés publics	%	80	80	80	0	A
<b>001-6</b>	<b><u>Réduire les dysfonctionnements de l'administration publique</u></b>						
001-6-1	Nombre des dossiers traités	Nb	96	96	97	+1	A
001-6-2	Taux des affaires résolues	%	100	100	102	+2	A
<b>001-7</b>	<b><u>Mettre en place un mécanisme de prévention et de gestion de conflit</u></b>						
001-7-1	Nombre de réunions de conception	Nb	10	8	8	0	A
<b>001-8</b>	<b><u>Renforcer les capacités professionnelles des chefs militaires</u></b>						
001-8-1	Nombre de séances de formation organisées	Nb	5	3	3	0	A
<b>001-9</b>	<b><u>Veiller à la sécurité des élections avant, pendant et après.</u></b>						
001-9-1	Troubles majeurs maîtrisés (avant, pendant et après les élections)	%	150	100	100	0	A
<b>201</b>	<b>INFRASTRUCTURE RELIEE</b>						
<b>201-1</b>	<b><u>Améliorer les systèmes de télécommunication aux Palais d'Etat (Iavoloha et Ambohitsirohitra)</u></b>						
201-1-1	Nombre de site faisant l'objet des travaux d'entretien et de maintenance	Nb	7	7	7	0	A
201-1-2	Longueur des câbles téléphoniques renouvelés	M	200	0	173	Autres	Autres
201-1-3	Nombre de postes téléphoniques installées et opérationnelles	Nb	200	10	10	0	A
201-1-4	Nombre de bureaux mis en réseau informatique	Nb	200	5	5	0	A
<b>201-2</b>	<b><u>Réconnaissance et l'étude sur site pour la mise en place d'un nouveau système de télécommunication jusqu'au niveau District</u></b>						
201-2-1	Nombres de sites visités et reconnus futurs emplacement station de base	Nb	25	20	20	0	A
<b>401</b>	<b>DEVELOPPEMENT RURAL</b>						
<b>401-1</b>	<b><u>Lancer une révolution verte durable</u></b>						
401-1-1	Nombre d'unités du Service Civique opérationnelles	Nb	16	16	10	-6	NA
<b>501</b>	<b>SANTE-PLANNING FAMILIAL ET LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA</b>						
<b>501-1</b>	<b><u>Gagner la lutte contre le VIH et SIDA</u></b>						
501-1-1	Nombre de plans locaux de lutte contre le SIDA mis en œuvre au niveau des Communes	Nb	35	35	28	-7	NA
<b>801</b>	<b>SOLIDARITE NATIONALE</b>						
<b>801-1</b>	<b><u>Améliorer l'appui aux frères pauvres et vulnérables</u></b>						
801-1-1	Nombre de marchés attribués pour l'implantation de projets en milieu rural.	Nb	100	0	0	Autres	Autres
<b>801-2</b>	<b><u>Valoriser et pérenniser les sites présidentiels</u></b>						
801-2-1	Sites présidentiels rénovés et / ou réhabilités	Nb	10	7	2	-5	NA
<b>801-3</b>	<b><u>Traiter toutes les questions d'ordre militaires</u></b>						
801-3-1	Nombre de dossiers traités et décisions	Nb	0	200	200	0	A

**RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016**  
**Ministère-Mission-Programme-Objectif-Indicateur d'Objectif**

**02 SENAT**

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>020 SENAT</b>							
<b>002 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>002-1 Renforcer les prestations de services publics</b>							
002-1-1	Délai moyen de traitement du dossier ( Salaire du personnel permanent)	Jours	29	29	29	0	A
002-1-2	Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des Services	Nb	400	300	864	+564	A
<b>002-2 Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient</b>							
002-2-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	90,33	-9,67	NA
<b>119 APPUI AUX MEMBRES DE L' INSTITUTION</b>							
<b>119-1 Renforcer l'Etat de droit</b>							
119-1-1	Nombre de lois votées, résolutions proposées	Nb	30	30	67	+37	A
119-1-2	Nombre des actes de contrôle de l'action du Gouvernement	Nb	8	8	26	+18	A
119-1-3	Nombre des visites effectuées auprès des CTD	Nb	250	250	69	-181	NA
<b>119-2 Renforcer les prestations des Services publics</b>							
119-2-1	Délai moyen de traitement de dossier (salaires et Indemnités des membres de l'Institution)	Jours	28	28	28	0	A
119-2-2	Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des membres du Bureau permanent et des commissions	Nb	950	950	290	-660	NA

03 ASSEMBLEE NATIONALE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>030 ASSEMBLEE NATIONALE</b>							
<b>003 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>003-1 <u>Assurer et améliorer le fonctionnement de l'Administration</u></b>							
003-1-1	Délai moyen de traitement des dossiers	Jours	10	10	10	0	A
<b>101 GOUVERNANCE RESPONSABLE</b>							
<b>101-1 <u>Renforcer l'Etat de droit</u></b>							
101-1-1	Nombre de lois votées	Nb	48	48	60	+12	A
101-1-2	Nombre de contrôles parlementaires effectués	Nb	20	20	3	-17	NA
<b>101-2 <u>Affirmer la démocratie au niveau international</u></b>							
101-2-1	Nombre de participation au niveau international	Nb	46	46	52	+6	A

04 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>040 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE</b>							
<b>004 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>004-1 Améliorer le fonctionnement de l'Administration</b>							
004-1-1	Délai moyen de traitement de dossier	Jours	2	2	nd	nd	nd
004-1-2	Taux de problèmes de fonctionnement de l'administration résolus	%	6	60	86	+26	A
004-1-3	Taux d'exécution du budget	%	85	85	95,57	+10,57	A
004-1-4	Durée de traitement de dossier de solde	Jours	0	14	14	0	A
<b>004-2 Renforcer les moyens matériels et valoriser le patrimoine de l'Institution</b>							
004-2-1	Nombre de matériels acquis et de bâtiments construits ou réhabilités	Nb	26	26	36	+10	A
<b>102 GOUVERNANCE RESPONSABLE</b>							
<b>102-1 Promouvoir le respect de la Constitution par les organes étatiques</b>							
102-1-1	Nombre des décisions, d'arrêts rendus et d'avis émis	Nb	32	32	59	+27	A
<b>102-2 Avoir des élections fiables, crédibles et transparentes</b>							
102-2-1	Nombre d'acteurs du processus électoral formés	Nb	15	15	26	+11	A
<b>102-3 Informer les citoyens des actions de l'Institution</b>							
102-3-1	Taux des décisions, arrêts et avis mis en ligne	%	98	98	98	0	A

05 PRIMATURE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>050 PRIMATURE</b>							
<b>005 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>005-A <u>Intensifier la coopération internationale, régionale et sous régionale afin de combattre la traite des personnes</u></b>							
005-A-1	Base de données et rapport national de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action national (Oui=1/Non=0)	Logique	1	1	1	0	A
<b>005-B <u>Suivre et évaluer la plan national de lutte contre la traite des personnes disponible</u></b>							
005-B-1	Rapport d'activités du BNLTH disponibles (Oui=1/Non=0)	Logique	1	1	1	0	A
<b>005-C <u>Elaborer les documents stratégiques nationaux et sectoriels en matière de la réforme du secteur de sécurité</u></b>							
005-C-1	Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et validé	Nb	1	1	0	-1	NA
<b>005-D <u>Élaborer les plans stratégiques et opérationnels sectoriels (armée, gendarmerie, police, justice, parlement, organisation du territoire, acteurs non étatiques) et transversal (primature/secrétariat CTORSS) en matière de la RSS</u></b>							
005-D-1	Organisation des ateliers de planification stratégique des différents piliers de la RSS	Nb	5	5	1	-4	NA
<b>005-E <u>Renforcer la gouvernance, la professionnalisation et l'éthique au sein des fournisseurs et contrôleurs des services de sécurité (trois corps) et de justice</u></b>							
005-E-1	Nombre des activités de renforcement de capacité sur l'éthique, l'obligation de rendre compte et l'intégrité des corps de défense et de sécurité (CDS) en justice	Nb	7	7	7	0	A
<b>005-F <u>Renforcer les capacités des institutions de contrôle de sécurité (parlement, société civile, médias) et renforcer la confiance entre la population et les fournisseurs de sécurité</u></b>							
005-F-1	Nombre d'appui au renforcement des capacités du Parlement et autres acteurs non étatiques dans le contrôle du secteur de sécurité	Nb	2	0	nd	nd	nd
<b>005-G <u>Élaborer une étude annuelle sur les perceptions des besoins de la population en sécurité (base de vérification des indicateurs qualitatifs)</u></b>							
005-G-1	Nombre d'études sur la perception de la sécurité élaborée et adoptée	Nb	1	0	0	0	Autres
<b>005-H <u>Établir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses</u></b>							
005-H-1	Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés	%	85	85	85	0	A
<b>005-I <u>Renforcer les prestations de services publics</u></b>							
005-I-1	Taux de problèmes résolus sur le fonctionnement général de la Primature	%	75	75	75	0	A
005-I-2	Taux de dossiers effectivement traités par le Cabinet au niveau central et régional ayant fait l'objet d'un compte rendu écrit	%	70	70	70	0	A
005-I-3	Taux de services Administratifs du Premier Ministre entièrement opérationnels	%	100	100	100	0	A
005-I-4	Délai moyen de traitement d'un texte réglementaire hors facteurs externes au Service	Jours	20	20	20	0	A
005-I-5	Nombre de rapports sur la coordination des activités du gouvernement	Nb	4	1	1	0	A
005-I-6	Taux des Ministères et Institutions ayant participé au processus de coordination	%	100	75	40	-35	NA

<b>005-J Amélioration et développement des systèmes d'information au sein du gouvernement en vue de la dématérialisation progressive de l'administration</b>							
005-J-1	Taux des services informatisés au sein de la Primature	%	75	75	80	+5	A
005-J-2	Taux de disponibilité des systèmes informatique et télécommunication	%	100	100	85	-15	NA
<b>005-K Renforcer l'Etat de droit</b>							
005-K-1	Taux de traitement en temps réel des dossiers entrants du contentieux	%	100	100	35	-65	NA
005-K-2	Nombre des juristes « permanents » et des concepteurs par rapport aux Besoins réels (15)	Nb	15	15	0	-15	NA
005-K-3	Nombre de régions couvertes « en permanence » par rapport aux Structures existantes (22)	Nb	22	22	4	-18	NA
<b>005-L Consolidation de la conservation d'archives</b>							
005-L-1	Nombre d'archives numérisées	Nb	3 600	3 600	23 430	+19 830	A
005-L-2	Nombre de références d'ouvrages insérés dans la base de données	Nb	1 000	1 000	1 150	+150	A
005-L-3	Taux des activités effectuées pour le travail de vulgarisation des archives	%	100	100	100	0	A
005-L-4	Copie d'actes délivrés	Nb	800	800	1 406	+606	A
005-L-5	Nombre d'inventaires manuels d' archives effectués	Nb	1	1	0	-1	NA
005-L-6	Nombre de documents restaurés	Nb	400	200	404	+204	A
<b>005-M Assurer une meilleure efficacité de l'aide pour la réduction de la pauvreté</b>							
005-M-1	Taux de stratégies de Développement et politiques sectorielles opérationnelles	%	12	14	12	-2	NA
005-M-2	Taux d'exhaustivité des données dans le système d'information et de gestion d'aide à la décision (AMP)	%	100	70	70	0	A
005-M-3	Nombre de cadres formés à l'AMP au sein des Ministères partenaires	Nb	200	150	105	-45	NA
<b>005-N Assurer la qualité des textes administratifs, législatifs, et réglementaires</b>							
005-N-1	Délai de traitement des textes	Jours	3	3	3	0	A
<b>005-O Assurer la célérité des tâches</b>							
005-O-1	Nombre de dématérialisation des recherches de décrets et notes de Conseil	Nb	480	480	411	-69	NA
005-O-2	Nombre de formation	Nb	2	2	0	-2	NA
<b>005-P Contribuer à la promotion du développement du Pays dans le cadre de la transformation de ses structures</b>							
005-P-1	Nombre d'Agents formés sur programmes réguliers: agents de planification formés	Nb	60	60	42	-18	NA
005-P-2	Nombre d'Agents formés sur programmes spéciaux: techniciens formés	Nb	70	35	35	0	A
<b>005-Q Maitriser et assurer la Sécurité Nationale</b>							
005-Q-1	Nombre de dossiers envoyés aux entités intervenants	Nb	200	120	216	+96	A
<b>005-R Coordonner les actions concernant la sécurité nationale</b>							
005-R-1	Nombre de renseignements communiqués et exploités	Nb	3 200	1 500	2 625	+1 125	A
<b>005-S Promouvoir la Science et Enrichir les Connaissances Scientifiques sur Madagascar dans les domaines « des Arts, des lettres et de Sciences »</b>							
005-S-1	Nombre de publications réalisées	Nb	5	5	1	-4	NA

<b>005-T</b>	<b><u>Promouvoir une Académie performante et productive</u></b>							
005-T-1	Nombre de rencontres effectuées	Nb	50	50	78	+28	A	
<b>005-U</b>	<b><u>Réduire la consommation de drogue dans les milieux sensibles</u></b>							
005-U-A	Nombre de Toxicomanes traités	Nb	5	0	0	0	Autres	
005-U-B	Nombre de Descentes sur terrain effectuées	Nb	6	6	6	0	A	
005-U-C	Taux d'avancement de l'actualisation du Plan Directeur National de Lutte contre la Drogue	%	10	0	0	0	Autres	
005-U-D	Nombre d'Antennes de surveillance mises en place ou renforcées	Nb	1	0	0	0	Autres	
005-U-E	Nombre d'Opérations subventionnées	Nb	1	2	2	0	A	
005-U-F	Nombre d'Organes déconcentrés mis en place	Nb	1	0	0	0	Autres	
005-U-G	Nombre de missions de Suivi, de contrôle et d'évaluation réalisées	Nb	4	2	1	-1	NA	
005-U-H	Nombre des informations et renseignements recueillis	Nb	15	15	15	0	A	
005-U-I	Nombre d'Enquêtes effectuées	Nb	10	10	1	-9	NA	
005-U-J	Transporteurs sensibilisés	Nb	50	50	50	0	A	
005-U-K	Pêcheurs et riverains sensibilisés	Nb	10	10	0	-10	NA	
005-U-L	Textes de loi et de règlement numérisés et conservés	Années	18,8	0	0	0	Autres	
005-U-M	Jurisprudences des Cours et Tribunaux numérisés et conservés (par années judiciaires)	Nb	0,25	0	0	0	Autres	
005-U-N	Informations législatives et juridiques diffusées consultées	Nb	20 000	0	0	0	Autres	
005-U-P	Nombre d'affiches distribués exposés/distribués	Nb	0	2 000	6 208	4 208	A	
005-U-R	Nombre flyers/ dépliants distribués	Nb	0	500	889	+389	A	
005-U-1	Nombre d'agents et d'acteurs formés	Nb	180	80	120	+40	A	
005-U-2	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nb	1	0	0	0	Autres	
005-U-3	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nb	20	0	0	0	Autres	
005-U-4	Nombre d'Emissions radiophoniques et/ou télévisées diffusées	Nb	60	60	60	0	A	
005-U-5	Nombre d'Etablissements scolaires sensibilisés	Nb	2	2	8	+6	A	
005-U-6	Nombre d'associations de jeunes, sportifs et chômeurs sensibilisés	Nb	2 000	50	0	-50	NA	
005-U-7	Nombre de Villages sensibilisés	Nb	120	0	0	0	Autres	
005-U-8	Nombre d'Activités Génératrices de Revenus identifiées et pratiquées	Nb	4	0	0	0	Autres	
005-U-9	Paysans sensibilisés	Nb	250	50	0	-50	NA	
<b>005-V</b>	<b><u>Renforcer les mesures de sécurité de la Primature</u></b>							
005-V-1	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nb	0	5	15	+10	A	
<b>005-W</b>	<b><u>Renforcer les mesures de sécurité de la Primature</u></b>							
005-W-1	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nb	0	1	1	0	A	
005-W-2	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nb	0	20	0	-20	NA	
<b>005-X</b>	<b><u>Améliorer et moderniser la conservation et l'accès aux textes de droit</u></b>							
005-X-1	Textes de loi et de règlement numérisés et conservés	Années	0	18,8	18,80	0	A	
005-X-2	Jurisprudences des Cours et Tribunaux numérisés et conservés (par années judiciaires)	Nb	0	0,1	0	-0,1	NA	
005-X-3	Informations législatives et juridiques diffusées et consultées	Nb	0	20 000	22 187	+2 187	A	
<b>005-Y</b>	<b><u>Mise en place d'un cadre réglementaire /fiscal, Administratif, Institutionnel de facilitation et de sécurisation des activités et des opérateurs de la filière éthanol combustible</u></b>							
005-Y-1	Nombre de nouvelles réglementations effectives	Nb	0	2	0	-2	NA	
005-Y-2	Volume de la recette fiscale collectée	Millier Ar	0	100	0	-100	NA	
005-Y-3	Volume des investissements dans la filière éthanol	Millier Ar	0	100	0	-100	NA	
005-Y-4	Nombre de ménages adoptant les réchauds à éthanol	Nb	0	10 000	0	-10 000	NA	

<b>005-1</b>	<b><u>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses</u></b>						
005-1-1	Nombre d'inspections effectuées au niveau des Régions	Nb	8	8	8	0	A
005-1-2	Nombre d'indicateurs PEFA concernant la préparation et l'exécution du budget (indicateur 1 à 17) ayant une note supérieure ou égale à B	Nb	21	0	0	0	Autres
<b>005-2</b>	<b><u>Eradiquer le trafic de bois de rose et bois d'ébène</u></b>						
005-2-1	Nombre d'exploitation et d'exportation illicite des bois de rose et des bois d'ébène arrêtés	Nb	14 000	0	0	0	Autres
005-2-2	Nombre de rondins de bois de rose et bois d'ébène sécurisés	Nb	0	1 340	0	-1 340	NA
<b>005-3</b>	<b><u>La Fusion d'Informations maritimes</u></b>						
005-3-1	Nombre des trafics illicites des ressources naturelles réduits	Nb	10	10	6	-4	A
005-3-2	Nombres des bateaux Pêcheurs arrêtés	Nb	4	4	1	-3	NA
005-3-3	Réduire la pollution en mer	%	10	10	6	-4	A
005-3-4	Nombre des pays reconnaissant le centre régional d'excellence	Nb	4	4	8	+4	A
<b>005-4</b>	<b><u>Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'homme</u></b>						
005-4-1	Nombre des outils et instruments de protection des droits de l'homme conçus	Nb	2	2	0	-2	NA
<b>005-5</b>	<b><u>Plaidoyer et assurer la visibilité de Madagascar sur les droits de l'homme</u></b>						
005-5-1	Un état des lieux périodique effectué (Oui=1/Non=0)	Logique	1	1	0	-1	NA
<b>005-6</b>	<b><u>Sensibiliser sur les droits de l'homme</u></b>						
005-6-1	Nombre d'acteurs ayant reçu un renforcement des capacités	Nb	50	50	0	-50	NA
<b>005-7</b>	<b><u>Réduire le phénomène de la traite des personnes nationale et transnationale</u></b>						
005-7-1	Nombre de campagne de sensibilisation réalisé	Nb	3	3	1	-2	NA
<b>005-8</b>	<b><u>Rendre effective l'identification, la protection et la prise en charge des victimes de traite des personnes</u></b>						
005-8-1	Nombre d'outils à des fins d'assistance	Nb	2	2	1	-1	NA
<b>005-9</b>	<b><u>Poursuivre et juger l'ensemble des auteurs de crime de traite</u></b>						
005-9-1	Nombre d'instruments de coopération judiciaire soutenus par Madagascar (SADC,COI,UA)	Nb	2	2	0	-2	NA

#### 402 DEVELOPPEMENT RURAL

<b>402-1</b>	<b><u>Assurer le pilotage et le suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies du secteur agricole et rural</u></b>						
402-1-1	Nombre de l'entité nationale (PADR) redynamisée et assurée pleinement sa mission	Nb	4	0	0	0	Autres
402-1-2	Nombre de mise à jour et suivi de document national de référence en matière de développement rural (PndR)	Nb	1	0	0	0	Autres
402-1-3	Nombre des informations sur le développement rural au niveau national partagées à travers le « Bulletin du PADR »	Nb	4	2	0	-2	NA
402-1-4	Nombre des matinées d'animation thématique sur le développement rural organisées	Nb	10	9	9	0	A
<b>402-2</b>	<b><u>Contribuer à la prise de décision concernant la filière riz</u></b>						
402-2-1	Nombre des décideurs pour le redressement de l'économie nationale, en matière de riz, qui auront des informations à jour et consistantes à travers des "Notes de conjonctures" et d'aides à la prise de décision élaborées par l'ODR	Nb	5	2	0	-2	NA
402-2-2	Nombres des informations sur le prix du riz et des produits vivriers partagées à tous les acteurs hebdomadairement	Nb	52	52	11	-41	NA

402-2-3	Nombre des analyses bimestrielles de la situation du marché du riz au niveau national et international élaborées et diffusés aux acteurs de la filière riz	Nb	6	2	3	+1	A
402-2-4	Nombres des réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz organisées et participées	Nb	4	4	0	-4	NA
<b>402-3</b>	<b><u>Mesurer, évaluer et suivre les impacts des programmes sectoriels sur les ménages ruraux</u></b>						
402-3-1	Nombre des décideurs et acteurs du développement rural bien informés sur l'évolution des conditions de vie des ménages ruraux à travers les suivis effectués au niveau des observatoires ruraux	Nb	6	4	3	-1	NA
402-3-2	Nombre des analyses thématiques relatifs aux réalités rurales et au développement rural élaborées et diffusées auprès des acteurs du développement rural	Nb	2	1	0	-1	NA
<b>403 NUTRITION ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>							
<b>403-1</b>	<b><u>Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire</u></b>						
403-1-1	Nombre d'enfants touchés par les programmes de nutrition	Nb	596 500	105 100	747 980	+642 880	A
403-1-2	Nombre de sites PNNC opérationnels	Nb	2 386	4 205	4 205	0	A
403-1-3	Nombre d'écoles touchées par les activités de nutrition	Nb	2 500	2 500	2 000	-500	NA
403-1-4	Nombre de campagnes de communication réalisés	Nb	44	44	22	-22	NA
<b>403-2</b>	<b><u>Réduire la malnutrition aigue sévère chez les enfants de moins de 5 ans</u></b>						
403-2-1	Nombre d'enfants sévèrement malnutris pris en dans les CRENI/CRENAS	Nb	700	7 500	8 130	+630	A
<b>403-3</b>	<b><u>Réduire la proportion de la population victime de l'insécurité alimentaire</u></b>						
403-3-1	Nombre des ménages ayant bénéficié le programme de sécurité alimentaire	Nb	240 000	250 000	82 651	-167 349	NA
<b>403-4</b>	<b><u>Assurer la sécurité alimentaire et la reconstruction post catastrophe</u></b>						
403-4-1	Nombre de ménages ayant bénéficié d'une assistance alimentaire en cas d'urgence	Nb	23 800	25 000	438 470	+413 470	A
<b>403-5</b>	<b><u>Contribuer à la préservation des infrastructures critiques et à la réduction de la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées</u></b>						
403-5-1	Infrastructures de base communautaires réhabilitées ou reconstruites	Nb	20	20	8	-12	NA
403-5-2	Homme-jour créés	Nb	118 149	118 149	916 368	+798 219	A
<b>403-6</b>	<b><u>Mise en œuvre de filets de sécurité sociaux ou Protection Sociale à l'endroit des couches de la population pauvres et vulnérables dans les régions victimes de l'invasion acridienne</u></b>						
403-6-1	Nombre de ménages bénéficiaires	Nb	5 000	5 000	5 831	+831	A
403-6-2	Homme-jour créés	Nb	157 400	157 400	2 505 905	+2 348 505	A
403-6-3	Superficie pourvue de service de l'irrigation et de drainage	Ha	15 670	15 670	nd	-15 670	nd
403-6-4	Nombre des bénéficiaires directs du projet	Nb	81 350	81 350	nd	-81 350	nd
<b>802 SOLIDARITE NATIONALE</b>							
<b>802-1</b>	<b><u>Assurer la prévention, le suivi, la réaction rapide et l'atténuation de l'impact des catastrophes sur la population</u></b>						
802-1-1	Taux de vulnérabilité relative aux risques	%	5	5	1	-4	A

06 FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation	
		LFI	LFR	réalisées			
<b>060 RECONCILIATION MALAGASY</b>							
<b>057 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>057-1 <u>Promouvoir une administration efficace et efficiente.</u></b>							
057-1-1	Délai de traitement des dossiers	Jours	6	6	6	0	A
<b>823 RECONCILIATION NATIONALE</b>							
<b>823-1 <u>Résoudre les conflits politiques de 2002 à 2009.</u></b>							
823-1-1	Taux de résolution des conflits	%	80	80	8	-72	NA
<b>823-2 <u>Promouvoir la refondation de la Nation.</u></b>							
823-2-1	Taux d'effectivité des travaux	%	50	50	10	-40	NA

07 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>070 ELECTIONS</b>							
<b>060 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>060-1 Assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI et renforcer les capacités des acteurs.</b>							
060-1-A	Taux de réalisation de l'informatisation de la CENI	%	0	60	40	-20	NA
060-1-B	Récépissé de la déposition du dossier auprès de l'OMDA	Nb	0	1	0	-1	NA
060-1-C	Pourcentage des systèmes d'exploitation régularisés	%	0	70	0	-70	NA
060-1-D	Taux d'effectivité de l'optimisation du SGBD	%	0	100	100	0	A
060-1-E	Effectivité de l'optimisation de la connexion internet	Nb	0	1	1	0	A
060-1-F	Pourcentage des OSC ayant reçu des renforcements de capacité en matière d'éducation électorale et d'observation des élections	%	0	50	0	-50	NA
060-1-G	Pourcentage de zonage effectué	%	0	75	0	-75	NA
060-1-1	Taux d'exécution du budget	%	0	90	97,44	+7,44	A
060-1-2	Taux d'acquisition de mobiliers et de matériels acquis	%	0	70	0	-70	NA
060-1-3	Pourcentage de véhicules acquis et entretenus	%	0	100	30	-70	NA
060-1-4	Taux de réalisation d'aménagement des bureaux	%	0	100	0	-100	NA
060-1-5	Taux de réalisation d'aménagement du local pour centre de documentation	%	0	100	0	-100	NA
060-1-6	Taux de réalisation du PTA	%	0	90	85	-5	NA
060-1-7	Pourcentage des démembrements opérationnels	%	0	80	40	-40	NA
060-1-8	Taux de réalisation des formations prévues dans le PTA en matière d'administration, de gestion et de planification	%	0	70	0	-70	NA
060-1-9	Disponibilité du Centre de documentation et d'archives de la CENI	%	0	1	0	-1	NA
<b>126 MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS ELECTORAL</b>							
<b>126-1 Préparer et organiser des élections fiables, crédibles, transparentes, et acceptées par tous</b>							
126-1-A	Disponibilité des protocoles d'accord	%	0	50	10	-40	NA
126-1-B	Taux d'exhaustivité de la liste électorale	%	0	75	70	-5	NA
126-1-C	Nombre de textes adoptés	Nb	0	0	0	0	Autres
126-1-D	Pourcentage d'électeurs votant avec la carte d'électeur	%	0	0	0	0	Autres
126-1-E	Disponibilité d'un protocole d'accord	Nb	0	1	0	-1	NA
126-1-F	Disponibilité de plan d'activités par type de scrutin	Nb	0	1	1	0	A
126-1-G	Taux d'acquisition des moyens logistiques standards et de moyens spécifiques à chaque type d'opérations	%	0	50	0	-50	NA
126-1-H	Taux de réalisation de la conception	%	0	70	70	0	A
126-1-J	Taux de participation au scrutin	%	0	0	0	0	Autres
126-1-1	Recueil des textes législatifs et réglementaires régissant les élections	Nb	0	1	0	-1	NA
126-1-2	Protocole d'accord avec les organes de contrôle	Nb	0	1	0	-1	NA
126-1-3	Effectivité de la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du processus électorale	Nb	0	1	1	0	A
126-1-4	Taux de réalisation des formations prévues dans le PTA en matière d'administration, de gestion et de planification	%	0	70	0	-70	NA
126-1-5	Taux de réalisation des activités de sensibilisation et de communication	%	0	80	50	-30	NA
126-1-6	Taux de réalisation de la mise en oeuvre des procédures de la RALE	%	0	100	0	-100	NA
126-1-7	Pourcentage de supervision effectuée	%	0	100	100	0	A
126-1-8	Taux de réalisation de la mise en oeuvre de la refonte partielle de la LE	%	0	25	0	-25	NA
126-1-9	Disponibilité du programme de renforcement du système d'identification des citoyens en âge de voter	Nb	0	1	0	-1	NA
<b>825 EDUCATION ELECTORALE ET COMMUNICATION</b>							
<b>825-1 Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie nationale d'éducation électorale</b>							
825-1-1	Disponibilité d'un contrat de consultance signé	Nb	0	1	1	0	A
825-1-2	Effectivité de l'atelier	Nb	0	1	8	+7	A
825-1-3	Disponibilité de plans de communication	Nb	0	2	2	0	A
825-1-4	Taux de réalisation d'activités de veille	%	0	70	17	-53	NA
825-1-5	Taux de réalisation de partenariats	%	0	25	28	+3	A
825-1-6	Taux d'acquisition des moyens et d'outils adéquats	%	0	25	0	-25	NA
825-1-7	Taux de réalisation des activités de communication	%	0	70	100	+30	A

11 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>110 AFFAIRES ETRANGERES</b>							
<b>006 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>006-1 Promouvoir les moyens adéquats aux services centraux</b>							
006-1-1	Agents formés	Nb	40	40	45	+5	A
006-1-2	Batiments dignes d'un département chargé de la diplomatie	%	100	100	100	0	A
006-1-3	Parcs automobiles et informatiques convenables au service de la diplomatie	%	100	100	100	0	A
006-1-4	Réseaux informatiques de technologie avancée et à très haut débit	%	100	100	100	0	A
006-1-5	Autres institutions étatiques et collectivités décentralisées ayant la notion pratique protocolaires	Nb	22	22	30	+8	A
<b>006-2 Promouvoir la standardisation des services publics</b>							
006-2-1	Efficacité de l'Etat de la Banque Mondiale	%	60	60	60	0	A
<b>601 DIPLOMATIE ET COOPERATION</b>							
<b>601-1 Renforcer la place de Madagascar au sein des instances multilatérales</b>							
601-1-1	Réunions et séminaires statutaires et extraordinaires multilatéraux assistés par les dirigeants et responsables malgaches	Nb	10	10	50	+40	A
601-1-2	Nombre des organisations internationales multilatérales dans lesquelles Madagascar est élu membre de bureau non permanent	Nb	2	2	2	0	A
601-1-3	Conférences, ateliers ou séminaires internationaux multilatéraux tenus à Madagascar	Nb	2	2	11	+9	A
601-1-4	Conventions signées dans le cadre de la coopération multilatérale ratifiées	Nb	4	4	10	+6	A
601-1-5	Rapports initiaux et périodiques soumis aux instances multilatérales	Nb	2	2	7	+5	A
601-1-6	Visites officielles à Madagascar des responsables des instances multilatérales	Nb	2	2	21	+19	A
<b>601-2 Accroître les domaines de la coopération bilatérale</b>							
601-2-1	Rencontres internationaux bilatéraux assistés par les dirigeants et responsables malgaches	Nb	12	12	13	+1	A
601-2-2	Visites officielles des responsables malgaches dans les pays partenaires	Nb	12	12	12	0	A
601-2-3	Visites officielles à Madagascar des responsables des pays partenaires	Nb	20	20	27	+7	A
601-2-4	Accords de coopération bilatérales signés	Nb	8	8	18	+10	A
<b>601-3 Encourager les travaux de promotion Madagascar aux fora africains</b>							
601-3-1	Niveau de renforcement de la place de Madagascar au sein des fora africains avec les organisations et/ou pays émergents	Niveau	6	6	6	0	A
<b>601-4 Relancer le partenariat économique public privé</b>							
601-4-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations économiques internationales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nb	3	3	5	+2	A
601-4-2	Manifestations économiques internationales tenues à Madagascar	Nb	2	2	13	+11	A
601-4-3	Manifestations économiques internationales privées assistées par les responsables et opérateurs privés malgaches	Nb	4	4	1	-3	NA
601-4-4	Agents par ambassade formés en question économiques et commerciales	Nb	24	24	4	-20	NA
601-4-5	Système de travail viable entre le MAE et les autres départements publics et parapublics mis en place et fonctionnel	%	100	100	100	0	A
601-4-6	Partenariat économique répondant aux besoins sectoriels prioritaires préétablis par les départements ministériels et autres entités parapubliques	%	100	100	100	0	A
601-4-7	Accès des collectivités décentralisées aux investissements directs étrangers	Nb	120	120	125	+5	A
601-4-8	Agent central du MAE ayant suivi de la formation en économie, commerce et négociation internationale	Nb	5	5	6	+1	A
601-4-9	Système d'intelligence économique malgache refondu mis en place et fonctionnel	Nb	4	4	1	-3	NA
<b>601-5 Optimiser l'appartenance de Madagascar aux différentes organisations régionales</b>							
601-5-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nb	12	12	12	0	A
601-5-2	Programmes ou projets issus des conventions	Nb	50	50	11	-39	NA

	régionales réalisés à Madagascar						
601-5-3	Réunions et/ou autres évènements régionaux tenus à Madagascar	Nb	6	6	8	+2	A
601-5-4	Visites officielles des instances régionales programmés dans le cadre de la coopération régionale effectuée à Madagascar	Nb	6	6	8	+2	A
601-5-5	Accords signés dans le cadre de la coopération régionale ratifiés	Nb	12	12	13	+1	A
<b>601-6</b>	<b><u>Promouvoir l'image de la diplomatie malgache dans les services extérieurs</u></b>						
601-6-1	Travaux effectués	%	100	100	50	-50	NA

12 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>122 DEFENSE ET SECURITE</b>							
<b>007 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>007-1 <u>Maintenir une capacité organisationnelle adéquate.</u></b>							
007-1-1	Taux de réalisation des activités relatives aux affaires générales et techniques	%	100	75	75	0	A
<b>103 PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE</b>							
<b>103-1 <u>Concevoir les stratégies d'adaptation continue de notre Défense Nationale à son contexte</u></b>							
103-1-1	Taux de réalisation des activités de planification et opération de défense	%	100	50	50	0	A
103-1-2	Taux de réalisation des activités des organismes de défense	%	100	75	75	0	A
<b>123 ARMEE MALAGASY</b>							
<b>008 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>008-1 <u>Disposer d'un soutien adéquat pour la préparation et l'emploi des Forces.</u></b>							
008-1-1	Taux de satisfaction des droits individuels et collectifs constatés initialement	%	100	50	71,77	+21,77	A
008-1-2	Taux de disponibilité pour emploi des infrastructures, équipements et matériels des unités opérationnelles	%	100	50	69,15	+19,15	A
008-1-3	Taux de réalisation des programmes de recrutement et de formation	%	100	75	64,96	-10,04	NA
<b>104 ARMEE DE TERRE</b>							
<b>104-1 <u>Entretenir l'opérationnalité permanente des Forces Terrestres</u></b>							
104-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Terrestres (base 100)	%	100	75	68,37	-6,63	NA
<b>105 ARMEE DE L'AIR</b>							
<b>105-1 <u>Entretenir l'opérationnalité permanente des Forces Aériennes</u></b>							
105-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Aériennes (base 100)	%	100	75	58,09	-16,91	NA
<b>106 MARINE NATIONALE</b>							
<b>106 -1 <u>Entretenir l'opérationnalité permanente des Forces Navales</u></b>							
106-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Navales	%	100	75	49,98	-25,02	NA

13 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE  
CHARGE DE LA GENDARMERIE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>130 GENDARMERIE NATIONALE</b>							
<b>009 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>009-1 Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat</b>							
009-1-1	Nombre des contrôles effectués	Nb	1 035	1 035	2 215	+1 180	A
<b>009-2 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>							
009-2-1	Nombre de séance de sensibilisation	Nb	2 200	2 200	4 036	+1 836	A
009-2-2	Taux de traitement des cas de corruption dénoncés	%	0	75	61,36	-13,64	NA
<b>108 INTERVENTION SPECIALE ET/OU MIXTE</b>							
<b>108-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>							
108-1-1	Nombre d'interventions de l'unité spéciale	Nb	90	90	32	-58	NA
108-2-1	Nombre de patrouille et d'intervention MO	Nb	264	264	2 714	+2 450	A
<b>121 SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>							
<b>121-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>							
121-1-A	Nombre de cas de trafic de stupéfiants	Nb	94	94	0	0	NA
121-1-1	Nombre de TPG et POR	Nb	17 400	17 400	7 932	-9 468	NA
121-1-2	Nombre de fiches de renseignements établies	Nb	3 720	3 720	15 529	+11 809	A
121-1-3	Nombre de Plan local de sécurité mis en place	Nb	230	230	nd	nd	nd
121-1-4	Taux d'accident mortel	%	0,18	0,18	0,1705	-0,0095	A
121-1-5	Nombre de cas de Vol des Bœufs	Nb	1 473	1 473	858	-615	A
121-1-6	Nombre de FIB falsifiées	Nb	300	300	nd	nd	nd
121-1-7	Nombre de cas de Acte de Banditisme	Nb	335	335	344	9	NA
121-1-8	Nombre d'armes découvertes et saisies	Nb	120	120	309	+189	A
121-1-9	Nombre de cas de violation de sépulture	Nb	60	60	83	+23	NA
<b>121-2 Protéger, conserver et valoriser durablement le capital naturel et les écosystèmes</b>							
121-2-1	Nombre de rondins saisis	Nb	4 000	4 000	nd	nd	nd
112-2-2	Nombre d'individus arrêtés dans le cadre du trafic des ressources naturelles	Nb	28	28	54	+26	NA
<b>124 NORMALISATION DES EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES</b>							
<b>124-1 Réhabiliter le système sécuritaire du territoire et maritime</b>							
124-1-1	Taux de créations de nouvelles unités	%	70	70	60	-10	NA
124-1-2	Nombre d'infrastructures construites et réhabilit	Nb	55	55	30	-25	NA
124-1-3	Taux de réalisation des matériels	%	70	70	98,87	+28,87	A
124-1-4	Nombre de Postes avancés de surveillance côtière mis en place	Nb	1	1	0	-1	NA
<b>125 FORMATION</b>							
<b>125-1 Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat</b>							
125-1-1	Nombre de formations et recyclage effectués	Nb	36	36	31	-5	NA
125-1-2	Respecter l'Etat de droit et l'ordre public	Nb	0	1 600	1 748	148	A

14 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

	Unités	Valeurs cibles LFI	LFR	Valeurs réalisées	Ecart	Ecart	Evaluation
<b>140 ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>							
<b>010 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>010-1 Amélioration de la gouvernance publique et la consolidation de la démocratie</b>							
010-1-1	Structures déconcentrées décentralisées opérationnelles	%	100	100	75	-25	NA
<b>010-2 Restauration de l'autorité de l'Etat et de la bonne gouvernance</b>							
010-2-1	Cadres juridiques relatifs à la représentation de l'Etat réformés (textes règlementaires, outils de travail (1 :oui/0 :non)	Logique	1	1	1	0	A
<b>010-3 Renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'Administration du territoire</b>							
010-3-1	Nombre de rapports d'activités des Chefs de circonscription administrative centralisés et exploités	Nb	100	100	120	+20	A
010-3-2	Nombre de circonscriptions couvertes de réseau Internet et interconnectées	Nb	100	100	120	+20	A
010-3-3	Effectifs des personnels dans chaque Circonscription Administrative étoffés	%	90	90	90	0	A
010-3-4	Nombre de réunions des chefs des circonscriptions administratives avec les chefs des CTDs	Nb	12	12	12	0	A
010-3-5	Textes et instruments de clarification disponible auprès de toutes les structures administratives et leurs mis en application	Nb	400	400	400	0	A
<b>010-4 Instauration d'un environnement serein et favorable à la tenue des élections</b>							
010-4-1	Cadre juridique en matière électorale élaboré (1:oui/0:non)	Logique	1	1	0	-1	NA
010-4-2	Appui à la structure nationale indépendante chargée de l'organisation des opérations électorales assuré	%	100	100	75	-25	NA
010-4-3	Protocole d'accord (entre MID et structures indépendantes) respecté	Nb	1	1	1	0	A
010-4-4	Réduction du non-respect des textes	%	100	100	75	-25	NA
010-4-5	Stratégie de Sécurisation électorale mise en place et mise en oeuvre	%	100	100	75	-25	NA
<b>109 ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>							
<b>109-1 Rétablissement de l'ordre et la sécurité publique</b>							
109-1-1	Nombre de séances de travail effectuées	Nb	1	1	1	0	A
<b>109-2 Assainissement et révision des textes législatifs et règlementaires régissant l'ordre et sécurité publique, l'OMC, l'Armement, Dina, société de gardiennage privé</b>							
109-2-1	Nombre de textes établis	Nb	1	1	1	0	A
<b>109-3 Contribution à la lutte contre la polifération d'armement</b>							
109-3-1	Nombre d'armes recensés	Nb	42 000	42 000	42 500	+500	A
<b>109-4 Appui à l'amélioration de la gestion administrative des bovidés</b>							
109-4-1	Nombre de marchés contrôlés des bovidés contrôlés ,visités	Nb	4	4	117	+113	A
<b>109-5 Gestion rationnelle de la migration</b>							
109-5-1	Districts contrôlés	Nb	22	22	22	0	A
109-5-2	Immigrés nouvellement enregistrés dans les stockages des données	Nb	150	150	1 734	+1 584	A
109-5-3	Réforme du cadre juridique sur la gestion des étrangers (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
109-5-4	Etrangers résidant à Madagascar enregistré	Nb	2 200	2 200	8 681	+6 481	A
<b>202 GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES</b>							
<b>202-1 Priorisation des actions de prévention et de réduction des risques et des catastrophes</b>							
202-1-1	Nombre de Communes formées et redynamisées en GRC	Nb	500	500	100	-400	NA
202-1-2	Nombre de Régions recyclées en GRC	Nb	12	12	8	-4	NA
202-1-3	Nombre de Districts recyclés en GRC	Nb	101	101	70	-31	NA
202-1-4	Nombre de Communes et Fokontany formées	Nb	1 000	1 000	500	-500	NA
<b>202-2 Amélioration la qualité des interventions</b>							
202-2-1	Nombre de magasins régionaux approvisionnés	Nb	7	7	1	-6	NA
<b>202-3 Augmentation de la capacité de réponse aux catastrophes</b>							
202-3-1	Nombre d'exercices effectués	Nb	10	10	5	-5	NA
202-3-2	Taux de couverture en intervention post catastrophe : Incendie	%	70	70	75	+5	A
202-3-3	Taux de couverture en intervention post catastrophe : Cyclone et inondation	%	70	70	80	+10	A
202-3-4	Taux de couverture en intervention post catastrophe: Sécheresse	%	50	50	90	+40	A

<b>202-4</b>	<b><u>Actualisation de la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des catastrophes (SNGRC) face au changement climatique et aux risques industriels</u></b>						
202-4-1	Taux de réalisation des travaux de mise à jour de la stratégie de gestion des risques et des catastrophes	%	70	70	100	+30	A
<b>202-5</b>	<b><u>Réactualisation du système de gestion des risques et des catastrophes</u></b>						
202-5-1	Nombre de plans de contingence mis à jour	Nb	2	2	12	+10	A
202-5-2	Nombre de personnel recyclé	Nb	40	40	56	+16	A
<b>202-6</b>	<b><u>Mise en place d'un climat de collaboration favorable entre BNGRC et partenaires en matière de Gestion des risques et des catastrophes</u></b>						
202-6-1	Nombre de protocole de collaboration signé et appliqué	Nb	1	1	4	+3	A

## 170 DCENTRALISATION

### 044 ADMINISTRATION ET COORDINATION

#### **044-1 Restauration de l'autorité de l'Etat et de la bonne gouvernance**

044-1-1	Logiciels nécessaires créés et Site internet mise à jours et dynamique (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
044-1-2	Plan de masse des locaux administratifs et indication des portes et des responsables respectifs mis en place (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
044-1-3	Procédures publiées et affichées	Logique	1	1	1	0	A

#### **044-2 Renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'Administration du territoire**

044-2-1	Nombre de formations des agents (former/recycler) dispensées	Nb	20	20	10	-10	NA
044-2-2	Nombre d'agents formés (formation initiale et en alternance)	Nb	250	250	250	0	A
044-2-3	Nombre d'agents formés (formations ponctuelles)	Nb	300	300	250	-50	NA
044-2-4	Bâtiments, Bureaux, alentours et sanitaires réhabilités	Nb	90	90	50	-40	NA
044-2-5	Nombre de service dotés de matériels performants et suffisants	Nb	50	50	50	0	A

### 113 DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES DECENTRALISEES

#### **113-1 Rétablissement du fonctionnement du système de l'état civil**

113-1-1	Textes sur l'état civil réformés (1:oui/0:non)	Logique	1	1	0	-1	NA
113-1-2	Nombre des Communes touchées par les actions de sensibilisation	Nb	400	400	200	-200	NA
113-1-3	Nombre de jugements rendus	Nb	324 500	324 500	0	-324 500	NA
113-1-4	Disponibilité d'imprimés et registres uniformisés (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
113-1-5	Contrôles et rapports effectués par les Chefs de Districts	Nb	1 000	1 000	500	-500	NA

#### **113-2 Promotion de la décentralisation effective et de la bonne gouvernance locale**

113-2-A	CTDs accompagnées	Nb	250	250	583	+333	A
113-2-B	FORA organisées	Nb	75	75	35	-40	NA
113-2-C	Rencontres organisées avec les intervenants (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
113-2-D	Consultations régionales, nationales et proposition des orientations stratégiques (PN2D) (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
113-2-1	Textes publiés (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
113-2-2	Nombre de comptes administratifs reçus	Nb	1 500	1 500	1 001	-499	NA
113-2-3	Taux d'engagement des transferts effectués	%	100	100	100	0	A
113-2-4	Taux de collectes des taxes locales	%	20	20	12	-8	NA
113-2-5	Outils (plans de développement locaux) disponibles (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	0	A
113-2-6	Doléances réduites/usagers satisfaits	%	100	100	85	-15	NA
113-2-7	Nombre de responsables des CTDs formés	Nb	8 000	8 000	700	-7 300	NA

15 MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>150 SECURITE PUBLIQUE</b>							
<b>036 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>036-1 Adéquation formation recrutement</b>							
036-1-1	Nombre d'élèves formés	Nb	650	650	650	0	A
036-1-2	Nombre de policiers recyclés	Nb	250	50	250	+200	A
<b>120 SECURITE PUBLIQUE</b>							
<b>120-1 Renforcement des capacités préventives</b>							
120-1-A	Nombre d'autres moyens de locomotion acquis	Nb	120	40	13	-27	NA
120-1-B	Taux de couverture de réseaux internet pour la Police Nationale	%	65	45	45	0	A
120-1-1	Nombre de postes de police construits	Nb	180	8	8	0	A
120-1-2	Nombre de directions centrales construites	Nb	1	0	0	0	Autres
120-1-3	Nombre de Camps des Forces d'Intervention de la Police Nationale construits	Nb	1	0	0	0	Autres
120-1-4	Nombre de commissariats réhabilités	Nb	20	15	17	+2	A
120-1-5	Nombre de matériels roulants acquis	Nb	2	2	0	-2	NA
120-1-6	Nombre de matériels techniques acquis	Nb	40	30	30	0	A
120-1-7	Nombre de matériels informatiques acquis	Nb	60	40	40	0	A
120-1-8	Nombre d'Acquisition de matériels pour le maintien de l'ordre	Nb	150	150	50	-100	NA
120-1-9	Nombre de commissariats construits	Nb	4	3	3	0	A
<b>120-2 Répression</b>							
120-2-1	Evolution du nombre d'accidents corporels dans les zones de police	%	-15	-15	-1,97	13,03	NA
120-2-2	Evolution du nombre de crimes et délits constatés par rapport au nombre d'habitants dans les zones police (1000 citoyens)	%	-15	-15	-5,00	+10	NA
<b>120-3 Lutte contre les exportations illicites des ressources naturelles et délinquances financières</b>							
120-3-1	Taux d'élucidation de délinquance: dont économique et financière	%	90	90	95	+5	A
<b>120-4 Lutte contre l'immigration clandestine</b>							
120-4-1	Nombre de passeports nationaux délivrés	Nb	120 000	120 000	135 000	+15 000	A
120-4-2	Reconduction à la frontière	Nb	70	70	89	+19	A

16 MINISTERE DE LA JUSTICE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>160 JUSTICE</b>							
<b>012 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>012-1 <u>Elaborer et mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines efficace</u></b>							
012-1-1	Nombre de sessions de formation continue	Nb	20	10	11	+1	A
012-1-2	Nombre de nouveaux postes budgétaires acquis	Nb	540	540	642	+102	A
012-1-3	Pourcentage des personnels touchés par la politique de rotation	%	12	12	23	+11	A
<b>012-2 <u>Mettre les NTICs au service de la modernisation de la Justice</u></b>							
012-2-1	Nombre de services judiciaires et pénitentiaires informatisés (gérés sous un logiciel)	Nb	8	8	3	-5	NA
012-2-2	Nombre de couvertures médiatiques réalisées sur les événements et les activités en adéquation avec les thèmes et les domaines spécifiques du département de la justice	Nb	40	40	87	+47	A
<b>012-3 <u>Optimiser la gestion opérationnelle et patrimoniale du Département de la Justice</u></b>							
012-3-1	Taux d'exécution du budget du Ministère de la Justice	%	100	100	96,20	-3,8	NA
012-3-2	Nombre de services FJPA mis en place et opérationnels	Nb	20	6	6	0	A
012-3-3	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prévus dans la Loi des Finances	%	70	30	7,8	-22,2	NA
012-3-4	Nombre de missions d'appui et de suivi des activités, projets et programmes du département de la Justice	Nb	12	6	15	+9	A
<b>012-4 <u>Poursuivre la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité au sein de la Justice</u></b>							
012-4-1	Nombre de sites faisant l'objet de missions d'ins d'enquêtes administratives et d'audit	Nb	24	10	33	+23	A
012-4-2	Taux des doléances traités au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité	%	85	85	81	-4	NA
<b>111 ADMINISTRATION JUDICIAIRE</b>							
<b>111-1 <u>Réduire le délai de traitement des dossiers</u></b>							
111-1-1	Taux de dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation	%	60	40	20	-20	NA
111-1-2	Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour d'Appel	%	65	60	62	+2	A

111-1-3	Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance	%	70	65	71	+6	A
111-1-4	Nombre d'arrêts (provisoire et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par la Cour des Comptes	Nb	125	125	59	-66	NA
111-1-5	Nombre de jugements (provisaires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par les six Tribunaux Financiers	Nb	180	125	125	0	A
111-1-6	Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat	%	65	65	42	-23	NA
111-1-7	Taux de requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs	%	60	55	58	+3	A
<b>111-2</b>	<b><u>Poursuivre la réforme juridique et la diffusion des droits.</u></b>						
111-2-1	Nombre de textes élaborés et/ou étudiés	Nb	12	10	15	+5	A
111-2-2	Nombre de projets de textes élaborés et /ou étudiés	Nb	40	20	8	-12	NA
111-2-3	Nombre de sites (commune, région) faisant l'objet de séances de vulgarisation sur les nouveaux textes	Nb	15	6	3	-3	NA
<b>111-3</b>	<b><u>Accorder aux citoyens une plus grande accessibilité à la justice et promouvoir la protection des droits humains.</u></b>						
111-3-1	Nombre de nouveaux bâtiments construits	Nb	2	2	2	0	A
111-3-2	Nombre de bâtiments réhabilités	Nb	5	2	2	0	A
111-3-3	Nombre de cliniques juridiques fonctionnelles sous l'égide du Ministère de la Justice	Nb	9	9	9	0	A
<b>112 ADMINISTRATION PENITENTIAIRE</b>							
<b>112-1</b>	<b><u>Assurer la sécurisation des établissements pénitentiaires.</u></b>						
112-1-1	Taux maximal d'évasion	%	2	2	0,66	-1,34	A
112-1-2	Nombre de nouveaux bâtiments construits	Nb	1	1	3	+2	A
112-1-3	Nombre des bâtiments réhabilités	Nb	4	3	1	-2	NA
<b>112-2</b>	<b><u>Améliorer les conditions de vie et poursuivre la mise en oeuvre de la politique de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral.</u></b>						
112-2-1	Taux des détenus condamnés	%	0	48	53,00	+5	A
112-2-2	Taux maximal de malnutrition	%	3	3	1,52	-1,48	A
112-2-3	Nombre moyen de jours couverts par la production des camps pénaux durant l'année considérée	%	25	20	0	-20	NA
112-2-4	Nombre de salles polyvalentes et/ou de Centres de rééducation des mineurs ouverts	%	4	1	4	+3	A

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées		Ecart	Evaluation
		LFI	LFR				
<b>220 FINANCES ET BUDGET</b>							
<b>013 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>013-1 <u>Préserver les infrastructures critiques et réduire la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées.</u></b>							
013-1-A	Nombre d'enseignants formés en activités de santé et nutrition scolaire	Nb	3 750	3 750	19 852	+16 102	A
013-1-1	Enfants de moins de 24 mois bénéficiant les pratiques améliorées d'alimentation du nourrisson et de l'enfant	Nb	164 220	164 220	322 981	+158 761	A
013-1-2	Part de la population ayant accès à une route en toute saison dans les zones ciblées	%	10,5	10,5	nd	nd	nd
013-1-3	Part de la population ayant accès à une route en toute saison	%	48,2	48,2	nd	nd	nd
013-1-4	Rendement dans les zones de production rizicole d'intervention du projet (par ha)	Tonnes	3,5	3,5	nd	nd	nd
013-1-5	Bénéficiaire du programme du filet de sécurité en "Argent-Contre-Travail"	Nb	31 000	31 000	nd	nd	nd
013-1-6	Communes couvertes par des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) fonctionnels pour les cyclones et inondations	Nb	20	20	nd	nd	nd
013-1-7	Nombre de personnes (femmes enceintes /allaitantes et enfants de moins de 5 ans) ayant accès à un paquet minimum de service de santé, de nutrition ou de santé de la reproduction	Nb	907 029	907 029	99 805	- 807 224	NA
013-1-8	Nombre d'enseignants communautaires certifiés en service et payés	Nb	10 000	10 000	16 999	+6 999	A
013-1-9	Nombre d'écoles recevant des subventions financées par le projet	Nb	6 050	6 050	6 682	+632	A
<b>013-2 <u>Développer la capacité organisationnelle, managériale et la culture de l'excellence des agents du MFB</u></b>							
013-2-1	Taux de satisfaction des usagers par rapport aux services rendus	%	61,5	61,5	79	+17,5	A
<b>013-3 <u>Renforcer la qualité des prestations de service en matière de gestion administrative, de gestion financière ainsi que dans le domaine de gestion du patrimoine, de matériels du Ministère et du bien être du personnel</u></b>							
013-3-1	Gestion des Affaires Administratives	%	90	90	90	0	A
013-3-2	Gestion des Affaires Financières	Nb	1	1	1	0	A
013-3-3	Renforcement du bien être au travail des agents	Nb	29 396	29 396	35 787	+6 391	A
<b>013-4 <u>Contribuer à l'efficacité continue du dispositif de contrôle interne à travers les évaluations et recommandations</u></b>							
013-4-1	Augmentation du nombre des missions réalisées pour une clarification du rôle des différents acteurs	Nb	20	15	24	+9	A
013-4-2	Réduction du risque d'erreurs, de fraudes, de gaspillages par renforcement de la fonction d'Audit Interne	%	33	28	28	0	A
<b>013-5 <u>Renforcer la bonne gouvernance en assurant la Coordination des différentes activités internes et externes au Ministère</u></b>							
013-5-1	Rapports d'évaluation de la performance de la gestion des finances publiques	Nb	2	0	0	0	Autres
013-5-2	Ecart entre les actions réalisées et prévues	%	10	0	5	+5	Autres
013-5-3	Satisfaction des usagers (1 à 4)	Niveau	4	0	3	+3	Autres
013-5-4	Accessibilité des informations mises à jour disponibles auprès de la DRG	%	100	0	100	+100	Autres

<b>013-6</b>	<b><u>Adopter les normes comptables internationales à Madagascar pour le secteur privé et le secteur public (International Accounting Standards ou IAS/IFRS pour le secteur privé et International Public Sector Accounting Standards ou IPSAS pour le secteur Public</u></b>						
013-6-1	CGA créées et opérationnels	Nb	2	2	1	-1	NA
013-6-2	Consultation du site web du CSC	Nb	11 000	11 000	17 752	6 752	A
013-6-3	Fréquentation du centre de documentation du CSC	Nb	250	250	254	+4	A
013-6-4	Parution du bulletin trimestriel flash compta	Nb	4	4	3	-1	NA
<b>013-7</b>	<b><u>Disposer d'un stock minimum bien calculé de produits finis et accélérer l'exécution de nouvelles commandes de l'Imprimerie Nationale, réaliser un chiffre d'affaires et un excédent des recettes sur les dépenses assez conséquents.</u></b>						
013-7-1	Taux d'utilisation de la capacité de production	%	92	92	64,20	-27,8	NA
<b>013-8</b>	<b><u>Opérationnaliser le cadre juridique, institutionnel et technique de PPP et appuyer la mobilisation de ressources financières alternatives</u></b>						
013-8-1	Cadre juridique, institutionnel et technique de conçu et/mis à jour	Nb	4	2	0	-2	NA
013-8-2	Agents formés	Nb	0	1	5	+4	A
013-8-3	Rapport périodique de suivi et d'évaluation des subventions au secteur privé produit	Nb	2	1	1	0	A
013-8-4	Nombre de textes traités	Nb	4	1	10	+9	A
013-8-5	Nombre de dossiers traités	Nb	12	6	21	+15	A
<b>013-9</b>	<b><u>Améliorer les systèmes d'information de gestion des finances publiques</u></b>						
013-9-1	Satisfaction des usagers sur l'exploitation du système (nombre de réponses positives)	%	60	55	54	-1	NA
013-9-2	Disponibilité de l'infrastructure du système	%	80	70	67	-3	NA
013-9-3	Satisfaction des utilisateurs sur l'accès au système	%	80	75	80	+5	A

#### 114 GESTION DU BUDGET

<b>114-A</b>	<b><u>Renforcer les contrôles à postériori des services faits</u></b>						
114-A-1	Nombre des missions effectuées	Nb	175	175	175	0	A
114-A-2	Nombre des actes administratifs visés	Nb	1 025	1 025	65 595	+64 570	A
<b>114-B</b>	<b><u>Renforcer les contrôles</u></b>						
114-B-1	Taux afférents au rapport du total des dossiers rejetés sur le total des dossiers contrôlés dans le cadre du Programme Indicatif Régional	%	0	40	nd	nd	nd
114-B-2	Taux afférents au rapport du total des dossiers irréguliers sur le total des dossiers contrôlés dans le cadre du contrôle à postériori	%	0	60	nd	nd	nd
<b>114-1</b>	<b><u>Renforcer la crédibilité budgétaire de l'Etat</u></b>						
114-1-1	Dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé	%	100	100	100	0	A
<b>114-2</b>	<b><u>Renforcer la transparence budgétaire</u></b>						
114-2-1	Nombre de documents budgétaires publiés sur le web de la DGB	Nb	8	8	22	+14	A
<b>114-3</b>	<b><u>Fournir à l'ON des informations susceptibles d'activer les décaissements des subventions de l'UE</u></b>						
114-3-1	Nombre de rapport semestriel de suivi de la mise en œuvre des programmes financés par l'UE par type de financement	Nb	4	4	4	0	A
<b>114-4</b>	<b><u>Appuyer la déconcentration budgétaire</u></b>						
114-4-1	Dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé au niveau régional et les :	%	90	90	95,08	+5,08	A
<b>114-5</b>	<b><u>Renforcer le processus participatif de préparation budgétaire</u></b>						
114-5-1	Nombre de concertations effectuées sous formes de conférence officielle entre le MFB et les Ministère et Institutions /le secteur privé/ et les partenaires techniques et financiers dans le processus d'élaboration du budget	Nb	7	7	10	+3	A
<b>114-6</b>	<b><u>Respecter les calendriers d'élaboration des lois de Finances</u></b>						
114-6-1	Délai de dépôt des projets de loi de Finances au Logique Parlement respecté (1:Oui / 0: Non)		3	3	2	-1	NA

<b>114-7</b>	<b><u>Renforcer les dispositifs de contrôle des états de paie</u></b>							
114-7-1	Fréquence de rapprochement entre état de paie et fichier nominatif	Nb	2	2	2	0	A	
114-7-2	Nombre de jours de retard moyen depuis le changement du statut du personnel au fichier nominatif et la mise à jour des données de l'état de paie	Nb	90	90	90	0	A	
114-7-3	Nombre de ministères vérifiés/enquêtés sur l'effectif payé et l'effectif réel	Nb	9	9	9	0	A	
<b>114-8</b>	<b><u>Préserver et valoriser le patrimoine de l'Etat</u></b>							
114-8-1	Pourcentage de matériels mobiliers et immobiliers entretenus par rapport à la prévision	%	80	80	172	+92	A	
<b>114-9</b>	<b><u>Produire un compte consolidé de tous les EPN en activités</u></b>							
114-9-1	Pourcentage du nombre de budgets visés et consolidés par rapport au nombre des EPN en activité	%	80	80	94,75	+14,75	A	
114-9-2	Pourcentage du nombre de comptes administratifs approuvés et consolidés par rapport au nombre des EPN en activité	%	80	80	56,41	-23,59	NA	

## 115 GESTION FISCALE

<b>115-1</b>	<b><u>Assurer la couverture du territoire et l'élargissement de l'assiette fiscale</u></b>						
115-1-1	Nombre de nouvelles structures créées	Nb	3	2	1	-1	NA
115-1-2	Taux de défaillances des grandes entreprises	%	0	0	4,74	+4,74	NA
115-1-3	Taux de défaillance des entreprises moyennes	%	5	5	10,16	5,16	NA
115-1-4	Taux de recouvrement des recettes par rapport à celles prévues	%	95	95	101,87	+6,87	A
<b>115-2</b>	<b><u>Respecter le code de déontologie des agents de l'Etat</u></b>						
115-2-1	Taux d'inspection et de contrôle interne	%	100	100	89,25	-10,75	NA
<b>115-3</b>	<b><u>Dématérialiser les procédures administratives</u></b>						
115-3-1	Nombre de Centres Fiscaux adoptant le mode de paiement par téléphonie mobile	Nb	3	0	0	0	Autres
<b>115-4</b>	<b><u>Assurer l'exhaustivité et la transparence des textes fiscaux</u></b>						
115-4-1	Nombre de type de publication diffusée	Nb	5	5	2	-3	NA
<b>115-5</b>	<b><u>Instaurer l'esprit de redevabilité ou du devoir systématique de rendre compte</u></b>						
115-5-1	Nombre de rencontres organisées	Nb	28	28	87	+59	A

## 116 DOUANES

<b>116-1</b>	<b><u>Améliorer les niveaux de services aux entreprises situées dans les zones franches industrielles et accroître la portée de la surveillance aux zones côtières</u></b>						
116-1-1	Nombre de contrôles dans l'ensemble du territoire	Nb	216	216	227	+11	A
116-1-2	Nombre d'entreprises en Zones Franches et AGOA	Nb	157	157	255	+98	A
116-1-3	Nombre de contrôles des opérations commerciales en temps réel	Nb	980	980	910	-70	NA
<b>116-2</b>	<b><u>Assurer la fluidité du traitement des dossiers soumis à la Direction de la Législation et de la Valeur</u></b>						
116-2-1	Nombre de déploiement AMA	Nb	4	4	3	-1	NA
116-2-2	Nombre d'agents bénéficiant d'une formation à l'extérieur	Nb	12	12	88	+76	A
116-2-3	Nombre de mesures de facilitation mises en place	Nb	3	3	3	0	A
116-2-4	Taux d'encadrement des Bureaux pour l'application de la dématérialisation	%	40	40	nd	nd	nd
116-2-5	Nombre de dossiers traités relatifs à la Valeur en douane	Nb	10 000	10 000	7 988	-2 012	NA
116-2-6	Taux de mise en place de base de données de la Valeur en douane	%	100	100	21,87	-78,13	NA
116-2-7	Nombre de déploiement MIDAC auprès des Ministères et autres utilisateurs	%	7	7	17	+10	A
116-2-8	Taux de célérité du traitement des dossiers	%	100	100	100	0	A

<b>116-3 Accroître les recettes douanières collectées et déployer les technologies de traitement des dossiers de douane dans les grands et moyens bureaux</b>							
116-3-1	Taux de recettes collectées sur les importations	%	17	17	24	+7	A
116-3-2	Taux de recettes budgétaires	%	100	100	101	+1	A
116-3-3	Nombre de bureaux de douanes et services centraux utilisant SYDONIA WORLD	Nb	1	1	0	-1	NA
116-3-4	Nombre de modules TRADENET exploités par l'administration des douanes	Nb	11	11	0	-11	NA
<b>116-4 Mettre en pratique une meilleure gestion des risques, optimiser le traitement des dossiers contentieux et lutter efficacement contre les importations illicites / illégales</b>							
116-4-1	Taux de suspicion de fraude confirmé sur les BSC ciblés, ayant fait l'objet de messages de risques et des consignes de dédouanement	%	100	100	19,42	-80,56	NA
116-4-2	Taux de réalisation (droits et taxes constatés) par rapport aux prévisions des recettes	%	100	100	242,01	+142,01	A
116-4-3	Taux de recouvrement des pénalités nées des infractions douanières	%	80	80	83	+3	A
<b>116-5 Améliorer l'environnement professionnel et social des Agents de douanes</b>							
116-5-1	Nombre de cours de formation continue	Nb	20	20	84	+64	A
116-5-2	Nombre de nouveaux agents de douanes admis à l'ENSD	Nb	30	30	0	-30	NA
116-5-3	Dotation de matériels et équipements	Nb	35	35	35	0	A
116-5-4	Construction d'une nouvelle infrastructure de l'ENSD	%	50	50	100	+50	A
116-5-5	Nombre de centres d'informations douanières opérationnels auprès des bureaux	Nb	5	5	0	-5	NA
116-5-6	Nombre de manifestation à caractère professionnel	Nb	5	5	5	0	A
116-5-7	Traitement automatisé des dossiers des agents des douanes	%	100	100	100	0	A

## 117 TRESOR

<b>117-1 Sécurisation des Fonds, Titres et Valeurs Publics</b>							
117-1-1	Taux de prévalence des détournements des deniers publics maîtrisé à moins de 3%	%	3	3	0	+3	A
117-1-2	Niveau d'extension des champs d'action aux entités non encore contrôlés (EP et régisseurs)	%	40	40	45,1	+5,1	A
117-1-3	Nombre de projets sur financement extérieur suivi	Nb	40	40	57	+17	A
117-1-4	Taux de suivi des dossiers juridiques et contenti	%	100	100	100	0	A
117-1-5	Taux de régularisation des situations des terrains du Trésor	%	60	60	8,70	-51,3	NA
117-1-6	Taux d'apparition des malversations	%	5	0	Autres	Autres	Autres
117-1-7	Taux de centralisation des titres	%	100	100	60	-40	NA
117-1-8	Niveau de sécurisation des sites de conservation et des mouvements des fonds publics	%	100	100	0	-100	NA
<b>117-2 Amélioration de la qualité des services rendus aux usagers</b>							
117-2-1	Nombre de standard de service mis en place	Jours	12	12	8	-4	NA
117-2-2	Taux de validation des documents budgétaire dt PASEF	%	100	100	100	0	A
117-2-3	Niveau de contrôle des compagnies d'assurances	%	60	60	57	-3	NA
117-2-4	Taux de pénétration des ménages	%	34,88	34,88	nd	nd	nd
117-2-5	Pourcentage d'usagers satisfaits et de postes comptables bénéficiant d'infrastructures	%	50	0	Autres	Autres	Autres
117-2-6	Nombre de nouveaux postes comptables créés	Nb	2	2	0	-2	NA

**117-3 Amélioration de l'environnement et des conditions de travail des agents du****Trésor Public**

117-3-1	Nombre de projets et infrastructures à caractère sociaux réalisés	Nb	13	13	12	-1	NA
117-3-2	Pourcentage des postes comptables conformes aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	%	68,6	68,6	58,68	-9,92	NA
117-3-3	Taux de dotation des supports de communication aux départements et au personnel du Trésor Public	%	100	100	65	-35	NA

**117-4 Modernisation et mise aux normes internationales des métiers du****Trésor public**

117-4-A	Pourcentage des agents appartenant aux corps spécifiques par rapport à l'effectif total du personnel de la DGT	%	30,88	30,88	32,58	+1,7	A
117-4-B	Niveau d'efficacité du logiciel de traitement des données du personnel	%	100	100	80	-20	NA
117-4-C	Nombre de parutions du bulletin d'information: Tahiry par an	Nb	12	0	Autres	Autres	Autres
117-4-D	Nombre de visiteurs du site web	Nb	100 000	100 000	106 427	+ 6 427	A
117-4-1	Nombre des agents du Trésor à la formation en administration générale	Nb	50	50	193	+143	A
117-4-2	Nombre d'indicateurs de coûts respectés	Nb	1	1	1	0	A
117-4-3	Nombre de formation en norme comptable dispensé	Nb	4	4	0	-4	NA
117-4-4	Nombre de Postes Comptables utilisant les outils modernes de traitement de l'information	Nb	125	125	nd	nd	nd
117-4-5	Pourcentage des missions de contrôle conformes aux normes et bonnes pratiques internationales	%	65	65	0	-65	NA
117-4-6	Pourcentage des données des postes comptables extraites et analysées	%	55	55	0	-55	NA
117-4-7	Nombre d'indicateurs de gestion de la dette validés et respectés	Nb	3	3	3	0	A
117-4-8	Taux d'amélioration du rapatriement des devises nées des exportations	%	0,5	0,5	0,01	-0,49	NA
117-4-9	Niveau de réalisation de la mise en place d'un système de contrôle en ligne des allocations de voyage et des transferts internationaux (valeur 1=Phase1et2 ;valeur 2=Phase1,2et3; valeur 3=Phase3)	Niveau	2	3	1	-2	NA

<b>117-5</b>	<b><u>Bonne gouvernance et retour à l'orthodoxie financière.</u></b>							
117-5-A	Taux de recouvrement des créances non fiscales	%	100	100	491,06	+391,06	A	
117-5-B	Nombre de rapports sur la dette publique produits annuellement	Nb	3	3	3	0	A	
117-5-C	Nombre de contrats traités en matière d'intervention financière de l'Etat	Nb	20	20	23	+3	A	
117-5-D	Rapport entre charges financières sur tirages et taux directeur	Nb	0,5	0,5	0,5	0	A	
117-5-E	Nombre de ratios d'endettement extérieur suivis	%	100	100	100	0	A	
117-5-F	Nombre de rapport sur l'état d'avancement des projets en cours annuellement	Nb	1	1	1	0	A	
117-5-G	Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat	%	20	20	25,20	+5,2	A	
117-5-H	Nombre d'entreprises publiques concernées par le processus de liquidation	Nb	17	17	12	+5	A	
117-5-1	Taux de recouvrement des dividendes sur les participations de l'Etat	%	100	100	165,40	+65,4	A	
117-5-2	Délai moyen de production du tableau de bord mensuel des opérations publiques (OGT)	Jours	60	60	54,41	+5,59	A	
117-5-3	Délai moyen de centralisation du document de performance du programme 117	Jours	15	15	1	+14	A	
117-5-4	Nombre d'actions destinées à la lutte pour la bonne gouvernance et contre la corruption	Nb	2	2	0	-2	NA	
117-5-5	Taux de réalisation des activités de gestion courante de la dette publique extérieure	%	100	100	95	-5	NA	
117-5-6	Avancement du traitement des nouveaux Dossiers	%	100	100	100	0	A	
117-5-7	Taux d'opérationnalisation du SPECL	%	100	100	100	0	A	
117-5-8	Taux de régularisation des situations des EPN	%	30	30	27,08	-2,92	NA	
117-5-9	Niveau de régularité de production des comptes publics	Nb	1	1	2	+1	A	

### **803 ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT**

<b>803-1</b>	<b><u>Améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes.</u></b>							
803-1-1	Nombre de dossiers soumis (demandes de financement reçues auprès des Communes)	Nb	400	400	105	-295	NA	
803-1-2	Proportion des dossiers soumis conformes à l'ensemble des exigences (suivant critère d'éligibilité)	%	100	100	95	-5	NA	
803-1-3	Proportion des dossiers conformes acceptés par les bailleurs de fonds (Identification, Etude de préfaisabilité)	%	75	75	75	0	A	
803-1-4	Proportion des dossiers acceptés réalisés avec s	%	75	75	66	-9	NA	
<b>803-2</b>	<b><u>Initier des projets à haute intensité de main d'œuvre en partenariat avec l'Etat et l'Eglise.</u></b>							
803-2-1	Nombre d'homme jours rémunérés par an	Nb	192 500	154 000	302 157	+148 157	A	
803-2-2	Nombre de bâtiments construits ou réhabilités	Nb	13	11	10	-1	NA	

25 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>290 PILOTAGE DE L'ECONOMIE</b>							
<b>014 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>014-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère de l'Economie et de la Planification en vue de réalisation de sa mission</b>							
014-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	90	90	94,72	+4,72	A
<b>014-2 Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et institutionnelles</b>							
014-2-1	Nombre d'agents formés	Nb	220	220	220	0	A
014-2-2	Nombre de bâtiments construits / réhabilités	Nb	20	20	20	0	A
<b>014-3 Renforcer les capacités managériales, techniques et matérielles des responsables et des structures de gestion des ressources humaines et Ministères à tous les niveaux</b>							
014-3-1	Nombre de dossiers traités	Nb	0	150	171	+21	A
014-3-2	Nombre d'outils GPEEC disponibles, conçus et informatisés	Nb	0	20	10	-10	NA
<b>014-4 Assurer l'encadrement juridique des activités du MEP</b>							
014-4-1	Nombre de textes législatifs et réglementaires traités	Nb	0	50	59	+9	A
<b>604 ECONOMIE</b>							
<b>604-1 Assurer l'efficacité de l'intervention de l'Etat en générale et du MEP en particulier dans la redistribution des fruits et retombées de l'intervention sur le plan spatial et au niveau des ménages.</b>							
604-1-1	Taux de croissance économique	%	5	5	4,1	-0,9	NA
604-1-2	Nombre d'outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision publiés	Nb	5	5	4	-1	NA
<b>604-2 Disposer de données et d'informations à jour et fiables sur la situation et l'évolution de l'économie</b>							
604-2-1	Nombre de Notes de conjoncture économique disponibles	Nb	4	4	4	0	A
604-2-2	Nombre de documents d'analyse et de suivi économique disponibles	Nb	1	1	1	0	A
604-2-3	Nombre de documents de résultats d'enquêtes économiques et sociaux disponibles	Nb	4	4	4	0	A
604-2-4	Nombre de Notes de Politiques Economiques disponibles	Nb	4	4	2	-2	NA
<b>604-3 Coordonner les coopérations extérieures</b>							
604-3-1	Nombre de documents de la Politique coopération extérieure à Madagascar disponible	Nb	1	1	0	-1	NA
604-3-2	Processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au Plan National de Développement du Pays élaboré et mis en œuvre	%	100	100	100	0	A
<b>612 PLANIFICATION</b>							
<b>612-1 Disposer des dossiers d'éclairage de développement humain</b>							
612-1-1	Dossiers d'éclairage de développement humain disponibles	Nb	2	2	0	-2	NA
<b>612-2 Renforcer les synergies sectorielles et régionales des politiques de développement</b>							
612-2-1	Nombre de Politiques sectorielles analysées et coordonnées	Nb	10	10	10	0	A
612-2-2	Nombre de Plans régionaux analysés et coordonnés	Nb	15	15	5	-10	NA

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL  
ET DES LOIS SOCIALES

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR			
<b>310 TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>							
<b>041 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>041-1 Administration de proximité</b>							
041-1-1	Services Régionaux du Travail et des lois social assurant une administration de travail de proximité efficace (SRTLs)	Nb	2	2	4	+2	A
041-1-2	Structure de dialogue social mise en place et opérationnelle (CNT,CRTT)	%	80	80	10	-70	NA
041-1-3	Dossiers de bénéficiaires reçus et traités à temps	%	100	100	100	0	A
041-1-4	Bénéficiaires des années précédentes décorés	%	100	100	60	-40	NA
<b>804 SECURISER L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS</b>							
<b>804-1 Promouvoir un travail décent par l'amélioration des conditions de travail et le rehaussement du niveau de sécurité sociale</b>							
804-1-1	Textes en matière de SST mis à jour et vulgarisés	Nb	2	2	2	0	A
804-1-2	Décentralisation effective du système de Sécurité Sociale des travailleurs (SST)	Nb	2	2	2	0	A
804-1-3	Extension et amélioration de la SST	%	35	35	25	-10	NA
<b>805 PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL ET LES DROITS FONDAMENTAUX</b>							
<b>805-1 Assurer que les règles du marché du travail favorisent la compétitivité tout en protégeant les droits fondamentaux des travailleurs</b>							
805-1-1	Respect des obligations de Madagascar vis-à-vis de l'OIT	%	100	100	100	0	A
805-1-2	Etudes menées	Nb	6	6	1	-5	NA
805-1-3	Travailleurs bénéficiant des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail	Nb	360	360	402	+42	A
805-1-4	Code de travail respecté au niveau central et régional	%	100	100	10	-90	NA
<b>812- INTENSIFICATION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS</b>							
<b>812-1 Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables</b>							
812-1-1	Opérationnalité des structures de coordination de la lutte contre le travail des enfants et mise en œuvre des mesures de protection des enfants travailleurs	%	100	100	100	0	A
<b>824- PROMOUVOIR L'INSERTION ET LA RECONVERSION DU TRAVAIL</b>							
<b>824-1 Promouvoir le travail décent</b>							
824-1-1	Travailleurs recensés bénéficiant des mesures de travail décent	%	45	45	30	-15	NA
<b>824-2 Promouvoir les travailleurs déplacés</b>							
824-2-1	Descente effectuée et rapport des agences de placement vérifiés	Nb	10	10	2	-8	NA
824-2-2	Projets -jeunes promoteurs appuyés et dossiers élaborés	Nb	2	0	2	Autres	Autres
824-2-3	Contrats de travail visés, Permis de travail délivrés	Nb	3 500	3 500	4 037	+537	A

<b>824-3</b>	<b>Promouvoir le travail décent et les travailleurs déplacés</b>							
824-3-1	Elaborer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional	Nb	12 500	12 500	12 257	-243	NA	
824-3-2	Assurer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional	Nb	850	850	3 379	+2 529	A	
<b>824-4</b>	<b>Mettre en relation le monde professionnel et le marché du travail</b>							
824-4-1	Informations sur le Marché du travail (MT) disponibles	%	100	100	40	-60	NA	
824-4-2	SRAPRs mises en place et opérationnelles	%	100	100	100	0	A	
824-4-3	Protocole d'accord et/ou convention de partenariat singés	%	100	100	100	0	A	

### 320 FONCTION PUBLIQUE

#### 015 ADMINISTRATION ET COORDINATION

##### 015-1 Instaurer une Administration efficace et harmonieuse

015-1-A	Usagers servis et conseillés en matière de documentation sur la FOP et le travail	%	25	25	35	+10	A
015-1-B	Informatisation et modernisation des matériels informatiques mise en place et opérationnelle	Nb	4	4	0	-4	NA
015-1-C	Mise en réseau et formation en NTIC effectuée	Nb	8	8	2	-6	NA
015-1-D	Outils de communication à moderniser	%	25	25	0	-25	NA
015-1-E	Coordination des activités des services régionaux assurée	%	100	100	100	0	A
015-1-F	Marché approuvé conformément à la loi 2004-009 au code des Marchés Publics	Nb	0	100	75	-25	NA
015-1-1	Bâtiments construits et/ou réhabilités	Nb	7	7	3	-4	NA
015-1-2	Matériels informatiques acquis	Nb	50	50	0	-50	NA
015-1-3	Matériels et mobiliers de bureau acquis	Nb	100	100	74	-26	NA
015-1-4	Gestion du patrimoine du Ministère optimisée	%	100	100	80	-20	NA
015-1-5	Avantages sociaux octroyés aux agents	Nb	200	200	291	+91	A
015-1-6	Matériels roulants acquis	Nb	0	0	0	Autres	Autres
015-1-7	Ateliers de formation du système d'information et du suivi-évaluation organisés et exécutés	Nb	3	3	3	0	A
015-1-8	Textes élaborés et mis à jour	Nb	9	9	7	-2	NA
015-1-9	Etudes menées	Nb	3	3	4	+1	A

#### 118 AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS ET RENFORCER LES CAPACITES DES AGENTS DE L'ETAT

##### 118-1 Renforcer les prestations des services publics

118-1-A	Formation des hauts fonctionnaires de l'Etat par la formation initiale et continue renforcé	%	120	120	120	0	A
118-1-B	Environnement social et relationnel des élèves et les personnels de l'ENAM amélioré	%	120	120	120	0	A
118-1-1	Valorisation des titres assurée	%	100	100	100	0	A
118-1-2	Concours administratif cadré et mis en place d'un système plus performant	%	100	100	100	0	A
118-1-3	Gestion de carrière des agents de l'Etat modernisée	%	24	24	12	-12	NA
118-1-4	Coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat assurée	%	100	100	100	0	A
118-1-5	Coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat assurée	%	25	0	15	Autres	Autres
118-1-6	Code de conduite distribué et approprié	Nb	500	500	550	+50	A
118-1-7	Agents jugés et sanctionnés suite à l'application des textes réglementaires	Nb	130	130	77	-53	NA
118-1-8	Nouveau système d'évaluation élaboré	%	70	70	0	-70	NA
118-1-9	Activer le traitement des dossiers des dits agents de l'Etat	%	100	100	100	0	A

<b>118-2</b>	<b><u>Instaurer dans la fonction publique malgache l'assise durable du système d'adéquation formation- emploi pour la pertinence et le développement des compétences réelles des Agents de l'Etat</u></b>						
118-2-1	Etablissements nationaux de formation appliquant le système de l'adéquation formation-emploi	%	75	75	0	-75	NA
<b>118-3</b>	<b><u>Améliorer l'accessibilité des usagers aux services publics du Ministère au niveau central et régional</u></b>						
118-3-1	Taux de satisfaction des usagers rehaussé	%	100	100	60	-40	NA

34 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

		Unités	Valeurs cibles LFI	Valeurs cibles LFR	Valeurs réalisées	Ecarts	Evaluation
<b>340 INDUSTRIE</b>							
<b>051 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>051-1</b>	<b><u>Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées en vue de réalisation de sa mission</u></b>						
051-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	90	90	90,53	+0,53	A
<b>051-2</b>	<b><u>Mettre en place et opérationnaliser un système de contrôle et de suivi-évaluation</u></b>						
051-2-1	Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	100	260	+160	A
<b>051-3</b>	<b><u>Assurer la gestion, le traitement et le suivi administrative des Agents</u></b>						
051-3-1	Taux d'application des textes législatifs et réglementaires relatifs au traitement des parcours professionnels des ressources humaines de l'Etat relevant du MIDSP	%	100	100	120,80	+20,8	A
<b>605 Industrie</b>							
<b>605-1</b>	<b><u>Promouvoir les PME/PMI et les coopératives</u></b>						
605-1-1	Nombre de PME/PMI et Coopératives renforcées	Nb	70	70	326	+256	A
<b>605-2</b>	<b><u>Appuyer la densification des industries de transformation dans le cadre du renforcement de la compétitivité des industries</u></b>						
605-2-1	Nombre d'unités de transformation mises en pla	Nb	40	40	42	+2	A
<b>605-3</b>	<b><u>Promouvoir et sécuriser l'investissement</u></b>						
605-3-1	Nombre d'APPI négociés	Nb	2	2	0	-2	NA
<b>605-4</b>	<b><u>Dynamiser le secteur industrie</u></b>						
605-4-1	Nombre d'Attestations de destination, de certificats d'analyse, d'autorisations de réexportation et d'autorisations d'opérations délivrées	Nb	250	250	429	+179	A
<b>605-5</b>	<b><u>Assurer la redynamisation des Industries à participation de l'Etat</u></b>						
605-5-1	Nombre de sociétés d'Etat redynamisé	Nb	1	1	1	0	A
<b>605-6</b>	<b><u>Améliorer l'environnement des affaires et concrétiser une relation étroite entre le secteur public et privé à travers la mise en œuvre du dialogue public et privé ou DPP</u></b>						
605-6-1	Nombre de thèmes DPP résolus	Nb	5	5	3	-2	NA
<b>605-7</b>	<b><u>Promouvoir l'industrialisation rurale des filières potentielles des régions</u></b>						
605-7-1	Nombre de filières de production industrielle promues	Nb	2	2	2	0	A
<b>605-8</b>	<b><u>Améliorer le cadre juridique légal et fiscal pour le développement de l'industrie et du secteur privé</u></b>						
605-8-1	Nombre de documents juridiques et légal élaboré (Politique, Stratégie , code, décret, loi)	Nb	2	2	2	0	A

35 MINISTERE DU TOURISME

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		Evaluation
			LFI	LFR	réalisées	Ecarts	
<b>350 TOURISME</b>							
<b>040 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>040-1 Amélioration de la qualité des services publics</b>							
040-1-1	Délai de traitement des dossiers administratifs	Heure	48	48	48	0	A
<b>608 DEVELOPPEMENT DU TOURISME</b>							
<b>608-1 Valorisation du potentiel touristique</b>							
608-1-1	Nombre de touristes visitant Madagascar	Nb	396 000	396 000	293 185	-102 815	NA
608-1-2	Recettes générées par le secteur de DTS	Millions	280	280	161,65	-118,35	NA
<b>610 DEVELOPPEMENT DU CONTRÔLE ET DU SUIVI TOURISTIQUE</b>							
<b>610-1 Normalisation du secteur tourisme</b>							
610-1-1	Nombre des établissements suivis et contrôlés	Nb	577	577	539	-38	NA

36 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>360 COMMERCE</b>							
<b>037 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>037-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère du Commerce et de la Consommation en vue de la réalisation de sa mission</b>							
037-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	66,9	-30,1	NA
<b>606 COMMERCE</b>							
<b>606-1 Renforcer la compétitivité nationale</b>							
606-1-1	Nombre des textes législatifs et réglementaires relatifs au Commerce intérieur et à la qualité	Nb	20	12	8	-4	NA
606-1-2	Nombre de formations suivies par les agents et / ou acteurs économiques	Nb	25	10	17	+7	A
<b>606-2 Développer les échanges extérieurs</b>							
606-2-1	Accroissement annuel des exportations en termes de DTS	%	28	25	nd	nd	nd
606-2-2	Action de redynamisation des filières destinés à l'exportation	Nb	10	8	10	+2	A
606-2-3	Action de promotion des manifestations commerciales internationales	Nb	35	28	32	+4	A
<b>613 CONSOMMATION</b>							
<b>613-1 Assurer la protection économique et la sécurité des consommateurs</b>							
613-1-1	Nombre de textes législatifs et réglementaires relatifs à la consommation adoptés	Nb	4	3	3	0	A
613-1-2	Nombre des formations et/ou séances d'informations des acteurs concernés; nombre des dossiers traités en matière de doléance et/ou nombre des opérateurs économiques contrôlés	Nb	1 250	1 250	11 922	+10 672	A
613-1-3	Action de rénovation des infrastructures, des matériels et équipements techniques des Services laboratoires et ceux de la Métrologie Légale	Lot	15	7	7	0	A

37 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

	Unités	Valeurs cibles LFI	LFR	Valeurs réalisées	Ecarts	Evaluation	
<b>100 RELATION AVEC LES INSTITUTIONS</b>							
<b>821 COORDINATION DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>							
<b>821-1 <u>Harmoniser les Relations du Parlement avec les autres Institutions de la République</u></b>							
821-1-1	Degré de satisfaction des deux parties	%	40	40	25	-15	NA
<b>821-2 <u>Harmoniser les relations des Organes Exécutifs avec les Institutions de la République</u></b>							
821-2-1	Degré de satisfaction des parties prenantes	%	40	40	25	-15	NA
<b>821-3 <u>Promouvoir des Institutions Emergentes et en assurer leurs relations avec les Institutions de la République</u></b>							
821-3-1	Degré de satisfaction des parties prenantes	%	40	40	25	-15	NA
<b>822 PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET PARTICIPATION CITOYENNE</b>							
<b>822-1 <u>Coordonner les initiatives des Organisations de la Société Civile</u></b>							
822-1-1	OSC réorganisées selon leur identité, mission et localité d'intervention	Nb	500	100	200	+100	A
<b>822-2 <u>Veiller à la promotion de l'effectivité de l'Etat de droit, de la Bonne Gouvernance et de la Démocratie par le biais de la société civile</u></b>							
822-2-1	Cellule locale d'observation de la vie publique opérationnelle	Nb	10	10	0	-10	NA
<b>822-3 <u>Créer une dynamique de partenariat public-privé</u></b>							
822-3-1	Accord de partenariat public-privé établi	Nb	10	5	1	-4	NA
<b>822-4 <u>Promouvoir la Participation citoyenne au service de l'identité nationale et du Développement</u></b>							
822-4-1	Degré de participation des citoyens à la vie de la nation	%	80	80	15	-65	NA
<b>822-5 <u>Revaloriser et redynamiser le FIHAVANANA et la Participation citoyenne pour la solidarité nationale</u></b>							
822-5-1	Nombre de structure accompagnant le processus du FIHAVANANA	Nb	50	23	6	-17	NA
<b>822-6 <u>Etablir le système de base des données</u></b>							
822-6-1	Nombre des données disponibles	Nb	15	15	15	0	A
<b>822-7 <u>Coordonner et harmoniser les actions en matière de volontariat</u></b>							
822-7-1	Taux de pénétration des actions en synergie avec le développement du volontariat	%	10	10	10	0	A
822-7-2	Mettre en réseau la coordination nationale pour la promotion du volontariat	%	10	5	10	+5	A
822-7-3	Nombre de célébration de la journée internationale des volontaires	Nb	2	2	0	-2	NA
822-7-4	Structure ou plateforme nationale pour le volontariat opérationnel	Nb	1	1	0	-1	NA
<b>370 COMMUNICATION</b>							
<b>030 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>030-1 <u>Assurer la gestion rationnelle des ressources allouées</u></b>							
030-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	98	72	164	+92	A
030-1-2	Marchés et conventions approuvés	Nb	394	250	28	-222	NA
030-1-3	Nombre de rapports effectués	Nb	12	12	30	+18	A
030-1-4	Nombre de système d'information et de communication mise en place et opérationnel	Nb	2	2	2	0	A
030-1-5	Nombre de conventions de partenariat signées	Nb	3	3	5	+2	A
<b>030-2 <u>Veiller à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques du Gouvernement en matière de Communication, d'Information et des Relations avec les Institutions</u></b>							
030-2-1	Taux de réalisation	%	20	15	10	-5	NA

<b>030-3</b>	<b><u>Gérer efficacement les ressources humaines du Ministère</u></b>							
030-3-1	Nombre de contrats régularisés	Nb	468	400	870	+470	A	
030-3-2	Agents formés	Nb	50	40	235	+195	A	
030-3-3	Nombre des agents recrutés	Nb	20	20	39	+19	A	
<b>030-4</b>	<b><u>Gérer efficacement les patrimoines du Ministère</u></b>							
030-4-1	Nombre de terrains , immeubles ,infrastructures recensés	Nb	40	10	28	+18	A	
030-4-2	Nombre de patrimoines acquis et réparés	Nb	4	4	2	-2	NA	

## 212 MEDIA

<b>212-1</b>	<b><u>Concevoir des politiques et des stratégies de communication au service du développement rural</u></b>						
212-1-1	Nombre de formations organisées	Nb	60	20	53	+33	A
<b>212-2</b>	<b><u>Mettre les technologies de l'information et de la communication à la portée de la population afin de les informer, animer et divertir</u></b>						
212-2-1	Nombre d'émissions Radio-télédiffusées dans chaque station RNM/TVM et stations privées partenaires	Nb	1 850	1 200	2 358	+1158	A
<b>212-3</b>	<b><u>Elaborer et vulgariser des lois, règlements, code d'Ethique, et déontologie dans le domaine de la Communication et de l'Information</u></b>						
212-3-1	Nombre de projet de textes élaborés et des séances de sensibilisations	Nb	12	12	1	-11	NA
212-3-2	Nombre des stations TV/Radio et organes de presses contrôlés et formés	Nb	200	70	17	-53	NA
<b>212-4</b>	<b><u>Préparer la mise en place et le déploiement de la TNT à Madagascar</u></b>						
212-4-1	Nombre de sites étudiés	Nb	150	25	311	+286	A
212-4-2	Nombre de textes diffusés	Nb	5	1	9	+8	A
212-4-3	Nombre de cadres institutionnels mis en place	Nb	2	1	2	+1	A
212-4-4	Nombre de localités desservies par la TNT	Nb	6	5	9	+4	A
<b>212-5</b>	<b><u>Mettre en place et promouvoir le système du volontariat communautaire à Madagascar</u></b>						
212-5-1	Nombre de structure du volontariat communautaire mise en place	Nb	6	2	3	+1	A
212-5-2	Nombre des volontaires communautaires mobilisés	Nb	600	100	3 934	+3834	A
212-5-3	Taux de performance des membres dans le système du volontariat	%	50	12	50	+38	A

## 213 DEVELOPEMENT DES INFRASTRUCTURES RADIO ET TELEVISION

<b>213-1</b>	<b><u>Améliorer la qualité des infrastructures et services de la communication</u></b>						
213-1-1	Nombre de locaux techniques construits et/ ou réhabilités	Nb	64	30	1	-29	NA
213-1-2	Nombre de matériels acquis	Nb	305	100	0	-100	NA
<b>213-2</b>	<b><u>Répondre aux défis qui se présentent face aux mutations technologiques et à la transition de l'analogie vers le numérique</u></b>						
213-2-1	Nombre d'infrastructures techniques construites et / ou réhabilitées	Nb	25	15	3	-12	NA

41 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

	Unités	Valeurs cibles LFI	LFR	Valeurs réalisées	Ecarts	Evaluation	
<b>410 AGRICULTURE</b>							
<b>016 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>016-1 <u>Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières</u></b>							
016-1-1	Budget Programme élaboré	Nb	1	1	2	+1	A
016-1-2	Taux d'exécution du budget	%	100	100	80	-20	NA
016-1-3	Marchés approuvés	Nb	50	50	39	-11	NA
016-1-4	Entités auditées	Nb	36	30	36	+6	A
<b>016-2 <u>Gérer efficacement les ressources humaines et patrimoine du MIN AGRI/DR</u></b>							
016-2-1	Situation administrative régularisée	%	80	80	80	0	A
016-2-2	Plan de développement élaboré	Nb	3	1	3	+2	A
016-2-3	Comptes matières approuvés	Nb	60	40	54	+14	A
<b>016-3 <u>Améliorer le système d'information agricole</u></b>							
016-3-1	Directions interconnectées à l'Intranet gouvernemental	Nb	24	24	24	0	A
016-3-2	Informations sur le secteur agricole disponibles	Nb	24	24	24	0	A
<b>016-4 <u>Renforcer les prestations de services publics</u></b>							
016-4-1	Structures de pilotage et de coordination de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) mises en place et opérationnelles	Nb	4	2	4	+2	A
016-4-2	Futurs techniciens Agricoles formés	Nb	168	168	208	+40	A
016-4-3	Textes juridiques élaborés et dossiers contentieux traités	Nb	70	70	203	+133	A
<b>404 REVOLUTION VERTE ET DURABLE</b>							
<b>404-1 <u>Mettre à la disposition des producteurs des semences améliorées</u></b>							
404-1-1	Semences améliorées disponibles aux producteurs	Tonnes	4 000	1 500	1 528,92	+28,92	A
<b>404-2 <u>Mettre à la disposition des producteurs des engrais</u></b>							
404-2-1	Engrais distribués	Tonnes	10 000	2 000	1 113	-887	NA
<b>404-3 <u>Mettre à la disposition des producteurs de matériels agricoles</u></b>							
404-3-1	Matériels agricoles distribués	Nb	10 000	6 000	12 249	+ 6 249	A
<b>404-4 <u>Aménager, réhabiliter et entretenir des réseaux hydro agricoles</u></b>							
404-4-1	Superficie hydro agricole aménagée ou réhabilitée	Ha	50 000	50 000	32 940	-17 060	NA
404-4-2	Bassins versants protégés (sous bassins versants)	Nb	400	300	291	-9	NA
<b>404-5 <u>Vulgariser les techniques culturales</u></b>							
404-5-1	Groupement de paysans encadrés	Nb	3 500	4 000	6 143	+2 143	A
404-5-2	Directions Régionales appuyées	Nb	22	22	22	0	A
<b>404-6 <u>Lutter contre les criquets et / ou les ravageurs des végétaux</u></b>							
404-6-1	Superficies infestées et traitées	%	80	80	80	0	A
404-6-2	Certificats phytosanitaires délivrés	Nb	7 000	5 000	8 257	+3 257	A
<b>404-7 <u>Mettre à la disposition des acteurs de développement rural les services/informations nécessaires</u></b>							
404-7-1	Centres de Services Agricoles (CSA) performants	Nb	107	107	93	-14	NA
404-7-2	Acteurs de développement formés et informés sur les différents thèmes touchant le développement rural	Nb	600	560	1 071	+511	A
404-7-3	Fonds Régionaux de Développement Agricole (FRDA) mis en place	Nb	7	7	6	-1	NA
404-7-4	FRDA opérationnels	Nb	22	15	11	-4	NA

#### 405 RECHERCHE AGRICOLE

##### 405-1 Réformer et moderniser les pratiques agricoles à travers la diffusion des meilleures techniques

405-1-1	Production de semences améliorées et cessions aux producteurs	Nb	55	50	78,31	+28,31	A
---------	---	----	----	----	-------	--------	---

##### 405-2 Promouvoir le partenariat entre les centres de recherche et les producteurs privés, diffuser et appliquer les résultats de recherche à travers la formation et les démonstrations

405-2-1	Formateurs formés	Nb	180	180	56	-124	NA
405-2-2	Parcelles de démonstration implantés	Nb	10	25	64	+39	A

#### 420 ELEVAGE

##### 039 ADMINISTRATION ET COORDINATION

##### 039-1 Planification des activités du secteur élevage

039-1-1	Activités du secteur élevage planifiées et programmées	Nb	5	1	0	-1	NA
---------	--	----	---	---	---	----	----

##### 039-2 Préservation et amélioration de l'environnement liées à l'élevage

039-2-1	Entités auditées	Nb	30	30	0	-30	NA
039-2-2	Séance de sensibilisation sur le Décret MECIE	Nb	6	6	3	-3	NA
039-2-3	Textes règlementaires mis à jour et élaborés	Nb	50	50	62	+12	A

##### 039-3 Gestion et suivi des ressources du MINEL

039-3-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	0	-100	NA
039-3-2	Situations administratives du personnel régularisées	Nb	400	400	937	+537	A
039-3-3	Marchés approuvés	Nb	16	18	0	-18	NA

##### 039-4 Amélioration des systèmes d'information du MINEL par le déploiement de l'Intranet au niveau central et régional

039-4-1	Directions interconnectées à l'Intranet gouvernemental (réseaux)	Nb	22	22	0	-22	NA
039-4-2	Disponibilité des informations sur le secteur élevage	Nb	100	100	100	0	A

#### 406 DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION ANIMALE

##### 406-1 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits du zébu et du miel sur le marché

406-1-1	Acteurs formés	Nb	1 200	1 000	697	-303	NA
---------	----------------	----	-------	-------	-----	------	----

##### 406-2 Assurer l'amélioration des performances et l'exploitation des zébus

406-2-1	Bovins vaccinés	Nb	800 000	700 000	4059129	+3 359 129	A
406-2-2	Veaux soignés	Nb	15 000	15 000	52 046	+37 046	A
406-2-3	Comptes matières approuvés	Nb	40	40	0	-40	NA

##### 406-3 Assurer l'amélioration des performances et l'exploitation des animaux

406-3-1	Exploitations améliorées mises en place	Nb	18	9	565	+556	A
406-3-2	Parcelles améliorées	Nb	24	18	2	-16	NA
406-3-3	Points d'abreuvement mis en place	Nb	24	18	7	-11	NA
406-3-4	Centres d'Amélioration génétique fonctionnels	Nb	4	3	1	-2	NA

##### 406-4 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits d'origine animale

406-4-1	Exploitations d'élevage agréées	Nb	500	400	447	+47	A
---------	---------------------------------	----	-----	-----	-----	-----	---

##### 406-5 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits du miel sur le marché

406-5-1	Miel disponible (consommation locale et export)	Kg	80 000	50 000	32 000	-18 000	NA
---------	---	----	--------	--------	--------	---------	----

##### 406-6 Mise en place d'un système de recouvrement unique dans les 22 régions

406-6-1	Mise en réseau des régisseurs régionaux avec le régisseur central en matière de recouvrement	Nb	22	12	0	-12	NA
---------	--	----	----	----	---	-----	----

##### 406-7 Amélioration de la production animale

406-7-1	Mise en place des centres de production des géniteurs spécialisés	Nb	3	1	3	+2	A
---------	---	----	---	---	---	----	---

**406-8 Renforcement de capacité des acteurs concernés**

406-8-1	Formation des techniciens en matière de Bien-être animal	Nb	50	45	30	-15	NA
406-8-2	Animation et encadrement sur le FIB et le Bien-être animal	Nb	45	40	41	+1	A

43 MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		
			LFI	LFR	réalisées	Ecarts	Evaluation
<b>430 PECHE</b>							
<b>003 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>033-1</b>	<b><u>Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières.</u></b>						
033-1-1	Budget Programme élaboré	Nb	1	1	1	0	A
033-1-2	Taux d'exécution de budget	%	100	100	69,47	-30,53	NA
033-1-3	Marchés approuvés	Nb	40	40	37	-3	NA
<b>033-2</b>	<b><u>Construire et réhabiliter des infrastructures du Ministère.</u></b>						
033-2-1	Bâtiments construits et réhabilités	Nb	4	4	6	+2	A
<b>033-3</b>	<b><u>Former et sensibiliser sur les textes réglementaires</u></b>						
033-3-1	Acteurs économiques formés et sensibilisés	Nb	100	100	100	0	A
<b>033-4</b>	<b><u>Respecter et faire respecter les réglementations en matière de pêche et de l'aquaculture à Madagascar.</u></b>						
033-4-1	Centre de surveillance de Pêche en fonctionnement optimal, efficient et pérenne	Nb	1	1	1	0	A
<b>033-5</b>	<b><u>Procéder à l'étude des impacts environnementaux</u></b>						
033-5-1	Nombre des rapports	Nb	20	20	33	+13	A
<b>408 DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES</b>							
<b>408-1</b>	<b><u>Mettre à la disposition des (rizi)pisciculteurs des alevins de tilapia.</u></b>						
408-1-1	Alevins disponibles	Nb	180 000	180 000	1700000	+1 520 000	A
<b>408-2</b>	<b><u>Renforcer les capacités des techniciens et pisciculteurs.</u></b>						
408-2-1	Techniciens et pisciculteurs formés	Nb	130	130	140	+10	A
<b>408-3</b>	<b><u>Gérer durablement le secteur pêche et préserver les ressources.</u></b>						
408-3-1	Plan Directeur du secteur Pêche et Aquaculture élaboré	Nb	0	0	0	0	Autres
<b>408-4</b>	<b><u>Professionnaliser les pêcheurs et les aquaculteurs traditionnels et familiaux</u></b>						
408-4-1	Production des ressources halieutiques	Tonnes	160 000	160 000	132 000	-28 000	NA
408-4-2	Cages installées	Nb	175	175	135	-40	NA
408-4-3	Régions touchées par la sensibilisation, vulgarisation et formation	Nb	20	20	20	0	A
<b>408-5</b>	<b><u>Optimiser l'exploitation des ressources halieutiques.</u></b>						
408-5-1	Licences de pêche et permis de collecte des produits halieutiques délivrés	Nb	1 750	1 750	1 765	+15	A
<b>408-6</b>	<b><u>Gérer les ressources halieutiques</u></b>						
408-6-1	Régions touchées par les enquêtes statistiques	Nb	9	9	7	-2	NA

44 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		
			LFI	LFR	réalisées	Ecarts	Evaluation
<b>440 ENVIRONNEMENT</b>							
<b>017 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>017-1 Améliorer des systèmes d'information forestiers et environnementaux</b>							
017-1-1	Thèmes de formation dispensés	Nb	15	20	27	+7	A
017-1-2	Activité d'IEC environnementale promue	Nb	10	10	15	+5	A
<b>017-2 Améliorer les cadres de travail des agents du Ministère</b>							
017-2-1	Bâtiments réhabilités et/ ou construits	Nb	3	5	5	0	A
<b>017-3 Développer, mettre en cohérence et faire appliquer les instruments politiques juridiques, institutionnels ainsi que des cadres normatifs et coopératifs</b>							
017-3-1	Instruments de politique élaborés	Nb	10	5	7	+2	A
<b>701 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES</b>							
<b>701-1 Assurer l'efficacité de la gestion et la pérennisation des Aires Protégées pour le Développement Durable</b>							
701-1-1	Suivi écologique effectué dans les Aires Protégées	Nb	60	30	47	+17	A
<b>701-2 Développer les potentialités des ressources forestières tout en valorisant ses produits</b>							
701-2-1	Superficies reboisées et restaurées	Ha	15 000	10 000	7375,41	-2 624,59	NA
<b>701-3 Amélioration des systèmes de contrôle forestiers</b>							
701-3-1	Contrôle effectué	Nb	400	400	929	+529	A
<b>703 DEVELOPPEMENT DU REFLEXE ENVIRONNEMENTAL</b>							
<b>703-1 Intégrer la dimension environnementale dans tous les programmes, les politiques et les plans sectoriels à tous les niveaux</b>							
703-1-1	Plainte environnementale traitée	Nb	43	38	38	0	A
703-1-2	Projet contribuant dans la lutte contre les impacts du changement climatique ayant obtenu un financement	Nb	8	3	3	0	A

47 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET  
DE LA PECHECHARGE DE LA MER

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>470 MER</b>							
<b>059 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>059-1 <u>Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières.</u></b>							
059-1-1	Budget Programme élaboré	Nb	0	1	1	0	A
059-1-2	Taux d'exécution du budget	%	0	60	93,30	+33,3	A
059-1-3	Taux de réalisation des activités	%	0	100	37	-63	NA
059-1-4	Comptes matières approuvés	Nb	0	1	0	-1	NA
059-1-5	Audites internes effectués	Nb	0	1	0	-1	NA
<b>059-2 <u>Gérer efficacement les ressources humaines et le patrimoine du SEMer</u></b>							
059-2-1	Personnel nommé et recruté	Nb	0	135	94	-41	NA
059-2-2	Situation administrative régularisée	%	0	100	100	0	A
059-2-3	Personnel formé	%	0	50	98	+48	A
059-2-4	Connexion internet haut débit accessible au SEMer	%	0	100	100	0	A
059-2-5	Plan de développement élaboré	Nb	0	1	0	-1	NA
059-2-6	Informations du SEMer diffusées et disponibles	Nb	0	12	10	-2	NA
059-2-7	Marchés passés et lancés auprès de l'Autorité de la Régulation des Marchés Publics (ARMP)	%	0	100	100	0	A
059-2-8	Matériel nécessaire au fonctionnement du SEMer acquis	%	0	100	100	0	A
059-2-9	Dossiers contentieux traités	%	0	100	100	0	A
<b>410 SECURISATION DE LA MER ET DE SES RESSOURCES</b>							
<b>410-1 <u>Préserver la mer</u></b>							
410-1-1	Extension des surfaces des Aires Marines Protégées bien gérées à Madagascar	%	0	5	0	-5	NA
410-1-2	Listes des espèces marines protégées et des écosystèmes sensibles, établies et leurs statuts mis à jour	%	0	100	50	-50	NA
410-1-3	Evènement de Pollution marine contrôlé	%	0	100	0	-100	NA
410-1-4	Avènement de l'Intoxication collective par Consommation d'Animaux Marins (ICAM) réduit	%	0	50	50	0	A
410-1-5	Régions côtières touchées par les activités visant à augmenter la capacité de résilience et d'adaptation des communautés locales face au changement climatique initiées	Nb	0	4	0	-4	NA
<b>410-2 <u>Gérer les ressources marines et les activités maritimes</u></b>							
410-2-1	Système d'Informations scientifiques mis en place et opérationnel	Nb	0	1	1	0	A
410-2-2	Une Base de Données scientifiques fiables mise en place et opérationnelle	Nb	0	1	0	-1	NA
410-2-3	Document de planification spatiale marine élaboré	Nb	0	1	0	-1	NA
410-2-4	Autorité scientifique marine nationale mise en place et opérationnelle	Nb	0	1	0	-1	NA
<b>410-3- <u>Valoriser la mer en économie bleue</u></b>							
410-3-1	Environnement propice au développement de l'économie bleue présent	Nb	0	1	0	-1	NA
410-3-2	Des partenariats techniques et financiers relatifs à l'économie bleue développés à Madagascar	Nb	0	2	0	-2	NA
410-3-3	PME d'innovation en économie bleue créée à Madagascar.	Nb	0	1	0	-1	NA

<b>410-4 <u>Instaurer la gouvernance de l'espace maritime</u></b>							
410-4-1	Textes juridiques relatifs à la gouvernance de la mer élaborés	Nb	0	1	1	0	A
410-4-2	Document stratégique sur la politique maritime nationale élaboré	Nb	0	1	1	0	A
410-4-3	Document technique de règlement de différends sur les îles de l'Océan Indien élaboré	Nb	0	0	0	Autres	Autres
410-4-4	Loi délimitant les frontières maritimes nationale promulguée	Nb	0	0	0	Autres	Autres
410-4-5	Recommandation de l'ONU sur l'extension du plateau continental obtenue	Nb	0	0	0	Autres	Autres
<b>410-5 <u>Coordonner l'Action de l'Etat en mer</u></b>							
410-5-1	Autorités maritimes régionales mises en place	Nb	0	13	0	-13	NA
410-5-2	Interventions et missions effectuées	%	0	100	0	-100	NA
410-5-3	Actions interministérielles réalisées	%	0	100	0	-100	NA
410-5-4	Formations réalisées	Nb	0	1	0	-1	NA

51 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		
			LFI	LFR	réalisées	Ecarts	Evaluation
<b>510 ENERGIE</b>							
<b>031 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>031-1 Renforcer les prestations de service public</b>							
031-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	90	90	94,65	+4,65	A
<b>203 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ELECTRIQUES ET DES RESSOURCES D'ENERGIE LOCALE</b>							
<b>203-1 Renforcer la bonne gouvernance et sécuriser les investissements privés</b>							
203-1-1	Taux des investissements privés dans le financement du secteur énergie	%	40	40	30	-10	NA
<b>203-2 Augmenter l'accès à l'électricité en milieu urbain</b>							
203-2-1	Taux d'accès des ménages à l'électricité (milieu urbain)	%	19	19	55	+36	A
<b>203-3 Augmenter l'accès à l'électricité en milieu rural</b>							
203-3-1	Taux d'accès des ménages à l'électricité (milieu rural)	%	15,6	15,6	5,2	-10,4	NA
<b>203-4 Satisfaire durablement les besoins en bois énergie</b>							
203-4-1	Part surface des forêts de plantation à des fins énergétiques	%	25	25	65	+40	A
<b>203-5 Promouvoir l'exploitation rationnelle des sources d'énergie locales</b>							
203-5-1	Nombre de ressources d'énergie renouvelables développées et de ressources d'énergie non renouvelables promues	Nb	8	8	4	-4	NA
<b>203-6 Renforcer l'appui au développement du secteur énergie</b>							
203-6-1	Taux de satisfaction des acteurs du secteur	%	80	80	58	-22	NA
<b>203-7 Promouvoir l'économie d'énergie/efficacité énergétique</b>							
203-7-1	Evolution de l'intensité énergétique	%	-2	-2	0	+2	A
<b>540 HYDROCARBURES</b>							
<b>204 DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PETROLIER ET DES BIOCARBURANTS</b>							
<b>204-1 Encourager et faciliter l'exploitation des ressources d'hydrocarbures du pays</b>							
204-1-1	Taux de variation du prix du carburant	%	-2	-2	4	+6	NA

52 MINISTERE DE L' EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>520</b>	<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>						
	<b>032 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>						
	<b>032-1 <u>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient</u></b>						
	032-1-1 Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	98,91	-1,09	NA
	<b>205 DEVELOPPEMENT DE L'ACCES A L'EAU ET AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT</b>						
	<b>205-1 <u>Mettre en œuvre les grands principes de la GRE et contribuer à la pérennisation des investissements et à la durabilité des systèmes AEPA</u></b>						
	205-1-1 Nombre de bassins inventoriés	Nb	4	3	2	-1	NA
	205-1-2 Nombre de comités de bassins mis en place	Nb	4	3	nd	nd	nd
	205-1-3 Nombre de périmètres de protection relatifs aux projets	Nb	6	5	nd	nd	nd
	<b>205-2 <u>Accès de la population à l'eau potable assuré de manière durable</u></b>						
	205-2-1 Taux de desserte en eau potable National	%	55	52	49	-3	NA
	205-2-2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	%	70	68	61	-7	NA
	205-2-3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	52	50	44	-6	NA
	<b>205-3 <u>Accès de la population aux infrastructures d'assainissement assuré de manière durable</u></b>						
	205-3-1 Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement National	%	54	52	47	-5	NA
	205-3-2 Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement urbain	%	0	0	Autres	Autres	Autres
	205-3-3 Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement rural	%	0	0	Autres	Autres	Autres

53 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>530 MINES</b>							
<b>019 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>019-1</b>	<b>Renforcer les prestations de service public</b>						
019-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	90	90	86,75	-3,25	NA
<b>019-2</b>	<b>Assurer la qualité de service de santé pour les agents du Ministère auprès de la Présidence chargé des ressources stratégiques</b>						
019-2-1	Taux du personnel du ministère ayant accès au service de dentisterie	%	90	0	nd	nd	nd
<b>019-3</b>	<b>Mise en œuvre du Data-center national, dématérialisation et E-gouvernance du secteur minier et pétrolier</b>						
019-3-1	Nombre de directions interrégionales et régionales connectées avec la direction centrale	Nb	9	3	3	0	A
<b>609 DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER</b>							
<b>609-1</b>	<b>Augmenter les recettes minières</b>						
609-1-1	Recettes d'exportation minière	Md Ar	250	250	1 876	+1 626	A
609-1-2	Frais d'administration minière	Millions de DTS	10	10	3,38	-6,62	NA
<b>609-2</b>	<b>Renforcer la promotion des investissements miniers</b>						
609-2-1	Nombre des investisseurs	Nb	12	12	9	-3	NA
609-2-2	Cartes géologiques et minières mises à jour	Nb	70	70	0	-70	NA
<b>609-3</b>	<b>Remettre en état la bibliothèque géologique</b>						
609-3-1	Nombre de nouveaux documents dans la bibliothèque	Nb	50	50	30	-20	NA
<b>609-4</b>	<b>Régulariser les opérateurs vis-à-vis de l'environnement</b>						
609-4-1	Nombre de permis et autorisations environnementaux délivrés	Nb	30	30	16	-14	NA
<b>609-5</b>	<b>Petites mines et les mines artisanales intégrées dans le secteur formel</b>						
609-5-1	Nombre des associations ou groupements de mineurs créés	Nb	20	20	14	-6	NA

61 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>610 TRAVAUX PUBLICS</b>							
<b>020 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>020-1 <u>Optimiser l'atteinte des priorités liées à l'accès et au développement des régions clés à forte potentialité de croissance économique</u></b>							
020-1-1	Proportion des zones économiques à forte potentialité connectées au réseau des transports	%	65	65	60	-5	NA
<b>020-2 <u>Optimiser la mobilisation des ressources financières, humaines et de technologie de l'information et le contrôle de gestion basé sur les performances</u></b>							
020-2-1	Taux de couverture du financement des projets prioritaires	%	40	40	40	0	A
020-2-2	Taux de réalisation du plan de formation : au profit du personnel TP et au profit des partenaires techniques	%	55	55	60	+5	A
020-2-3	Niveau d'intégration du système d'information pour la production des indicateurs de résultat	%	30	30	25	-5	NA
<b>206 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES</b>							
<b>206-1 <u>Optimiser le réseau circulaire toute l'année et le désenclavement du territoire à travers les constructions, réhabilitations et entretiens périodiques du réseau routier</u></b>							
206-1-1	Taux des communes accessibles par voie de surface toute l'année	%	50	50	40	-10	NA
206-1-2	Pourcentages du réseau Routes Nationales (RN) en bon état	%	26	26	25	-1	NA
<b>206-2 <u>Optimiser la maintenance du patrimoine routier à travers l'entretien courant et les mesures de sauvegarde du réseau routier</u></b>							
206-2-1	Taux de redevance de l'entretien Routier (RER) précompté pour le FER	%	8	8	7	-1	NA
206-2-2	Taux de RN éligibles à l'entretien courant traitées	%	35	35	35	0	A

62 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS  
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées			
<b>460 DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE</b>								
<b>018 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>								
<b>018-1 Renforcement de capacité des agents sur la gestion des dossiers fonciers</b>								
018-1-1	Nombre des agents formés	Nb	500	500	863		+363	A
<b>018-2 Optimiser la gestion des ressources allouées au service foncier</b>								
018-2-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	89,70		-10,30	NA
<b>409 DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE</b>								
<b>409-1 Sécurisation foncière et modernisation des services fonciers</b>								
409-1-1	Nombre de titres fonciers établis	Nb	10 000	10 000	12 889		+2 889	A
409-1-2	Nombre d'opération de bornages effectuées	Nb	8 000	8 000	9 933		+1 933	A
409-1-3	Nombre de documents topographiques délivrés	Nb	40 000	40 000	92 845		+52 845	A
409-1-4	Nombre de plans topographiques fonciers numérisés	Nb	4 000	4 000	16 119		+12 119	A
409-1-5	Nombre de circonscription dont l'informatisation des archives foncières et domaniales sont effectuées	Nb	3	3	1		-2	NA
409-1-6	Nombre de Plans Locaux d'Occupation Fonciers (PLOFs) élaborés	Nb	10	10	21		+11	A
<b>409-2 Décentralisation de la gestion foncière</b>								
409-2-1	Nombre de communes appuyées	Nb	250	30	37		+7	A
409-2-2	Nombre de Guichets Fonciers appuyés	Nb	500	150	50		-100	NA
409-2-3	Nombre de Guichets uniques mise en place	Nb	10	10	11		+1	A
<b>620 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>								
<b>021 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>								
<b>021-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés</b>								
021-1-1	Nombre d'agents formés	Nb	90	90	91		+1	A
021-1-2	Nombre des matériels acquis	Nb	82	82	34		-48	NA
021-1-3	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	99,29		-0,71	NA
021-1-4	Nombre de services déconcentrés appuyés et mis en place	Nb	0	0	0		0	Autres
<b>021-2 Planifier et aménager les territoires à tous les niveaux</b>								
021-2-1	Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés et/ou vulgarisés	Nb	2	2	2		0	A
<b>021-3 Sécuriser le territoire maritime</b>								
021-3-1	Taux de réalisation de la régularisation du Plateau Continental Sud de Madagascar	%	0,5	0,5	0,25		-0,25	NA
<b>207 AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES VILLES</b>								
<b>207-1 Mettre à jour les Plans Nationaux de Développement à chaque niveau de territoire et Programmer les actions</b>								
207-1-1	Nombre de documents d'orientation en matière d'Aménagement du territoire élaborés	Nb	200	10	10		0	A
<b>207-2 Appuyer les collectivités territoriales décentralisées en matière de développement urbain</b>								
207-2-1	Nombre des collectivités territoriales appuyées en matière de développement urbain	Nb	10	10	73		+63	A
<b>640 GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS</b>								
<b>058 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>								
<b>058-1 Elaborer la politique nationale de développement des infrastructures et équipements</b>								
058-1-1	Nombre de documents de politique élaborés	Nb	1	1	0		-1	NA
<b>058-2 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration</b>								
058-2-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	99,87		-0,13	NA

**215 INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS****215-1 Aménager des infrastructures et équipements**

215-1-1	Nombre de construction et/ou réhabilitation de grandes infrastructures socio économiques	Nb	4	4	5	+1	A
215-1-2	Nombre de construction et/ou rénovation des équipements socio-économiques	Nb	17	17	27	+10	A
215-1-3	Nombre de logements construits	Nb	50	50	50	0	A

63 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs		
			LFI	LFR	réalisées	Ecarts	Evaluation
<b>630 TRANSPORT</b>							
<b>022 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>022-1 Assurer une meilleure coordination du secteur</b>							
022-1-1	Nombre de dossiers de marchés montés dans les délais requis	Nb	25	10	34	+24	A
022-1-2	Nombre de sessions de sensibilisation au VIH effectuées	Nb	2	0	1	+1	Autres
<b>022-2 Renforcer les capacités en ressources humaines et matérielles du Département</b>							
022-2-1	Nombre de structures connectées à l'intranet	Nb	5	1	1	0	A
022-2-2	Nombre d'agents formés	Nb	10	5	6	+1	A
<b>208 TRANSPORTS ROUTIERS ET FERROVIAIRES</b>							
<b>208-1 Améliorer l'efficacité et la qualité des transports routiers</b>							
208-1-1	Nombre de gares routières construites et/ou réhabilitées	Nb	3	1	1	0	A
<b>208-2 Améliorer l'efficacité et la qualité des transports ferroviaires</b>							
208-2-1	Nombre d'ouvrages d'art réhabilités	Nb	6	3	4	+1	A
208-2-2	Longueur de voie ferrée réhabilitée	Km	110	20	44	+24	A
208-2-3	Tonnage du fret par voie ferrée	Tonnes	640 000	400 000	165 000	-235 000	NA
208-2-4	Nombre de déraillement	Nb	30	25	15	-10	NA
<b>208-3 Améliorer la sécurité routière</b>							
208-3-1	Nombre de sessions de sensibilisation à la sécurité routière	Nb	4	1	2	+1	A
<b>209 TRANSPORTS MARITIME, FLUVIAL ET AERIEN</b>							
<b>209-1 Développer le système des transports aériens</b>							
209-1-1	Nombre d'aérodromes aux normes	Nb	6	1	2	+1	A
209-1-2	Nombre de passagers par voie aérienne (en milliers)	Nb	1 800	1 000	1 400	+400	A
209-1-3	Tonnage du fret aérien	Tonnes	25 000	15 000	14 000	-1 000	NA
<b>209-2 Développer le système des transports maritimes et fluviaux</b>							
209-2-1	Nombre de ports aux normes	Nb	2	1	1	0	A
209-2-2	Tonnage du fret maritime (en milliers de tonnes)	Tonnes	4 000	3 000	4 300	+1 300	A
<b>680 METEOROLOGIE</b>							
<b>042 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>042-1 Optimiser la gestion des ressources allouées à la météorologie</b>							
042-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	100	70	97	+27	A
<b>042-2 Améliorer l'accès aux informations météorologiques et hydrologiques</b>							
042-2-1	Taux d'accès des usagers aux informations météorologiques	%	40	30	55	+25	A
042-2-2	Taux d'accès des usagers aux informations hydrologiques	%	30	30	45	+15	A
<b>211 DEVELOPPEMENT METEOROLOGIQUE</b>							
<b>211-1 Optimiser le réseau des stations et systèmes d'information météorologiques</b>							
211-1-1	Taux de couverture de réseau	%	55	40	70	+30	A
211-1-2	Taux de fiabilité des prévisions météo	%	80	60	85	+25	A
<b>211-2 Renforcer les outils de communication : vulgarisation et la capacité des utilisateurs</b>							
211-2-1	Nombre de régions utilisateurs des information météo	Nb	20	12	22	+10	A

66 MINISTÈRE DES POSTES , DES TELECOMMUNICATIONS ET  
 DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LEI	LFR	réalisées		
<b>660 POSTE ET TELECOMMUNICATION</b>							
<b>023 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>023-1 Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles</b>							
023-1-1	Taux de crédit engagé par rapport au crédit global	%	95	95	93,59	-1,41	NA
<b>214 APPUI A L'EXTENSION DE LA COUVERTURE POSTALE</b>							
<b>214-1 Faire assurer le Service Postal Universel (SPU) ou Service Public Postal (SPP)</b>							
214-1-1	Bureaux de postes ouverts en zone rurale	Nb	6	6	3	-3	NA
<b>670 TIC</b>							
<b>043 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>043-1 Améliorer l'efficacité et la qualité des services des Télécommunications et des Nouvelles Technologies</b>							
043-1-1	Nombre de documents légaux ou techniques sur les TIC révisés ou élaborés	Nb	1	1	1	0	A
<b>210 DEVELOPPEMENT DES RESEAUX D'ACCES AU TIC DANS LES ZONES RURALES</b>							
<b>210-1 Assurer un système de communication efficace et abordable</b>							
210-1-1	Nombre de points d'accès Internet publics opérationnels	Nb	15	15	20	+5	A

71 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>710 SANTE</b>							
<b>024 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>024-1</b>	<b><u>Améliorer la coordination, la bonne gouvernance et le leadership.</u></b>						
024-1-1	Pourcentage de CSB2 ayant au moins 2 agents ( santé	%	65	65	51	-14	NA
<b>024-2</b>	<b><u>Améliorer la disponibilité en temps réel des informations sanitaires de qualité pour la prise de décision.</u></b>						
024-2-1	Taux de promptitude des RMA	%	60	60	65	+5	A
<b>024-3</b>	<b><u>Améliorer la gestion budgétaire.</u></b>						
024-3-1	Taux d'exécution budgétaire	%	82	80	83,59	+3,59	A
<b>502 FOURNITURE DE SERVICES DE SANTE DE BASE</b>							
<b>502-1</b>	<b><u>Améliorer l'accès de la population aux services de santé de qualité.</u></b>						
502-1-1	Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	40	35	28,5	-6,5	NA
<b>503 FOURNITURE DE SERVICES DE SANTE HOSPITALIERS</b>							
<b>503-1</b>	<b><u>Améliorer l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité.</u></b>						
503-1-1	Taux d'occupation moyen des lits	%	60	58	67	+9	A
<b>504 FOURNITURE DE MEDICAMENTS, CONSOMMABLES ET AUTRES PRODUITS</b>							
<b>504-1</b>	<b><u>Améliorer la disponibilité et l'accès aux médicaments et aux autres intrants de santé de qualité à tous les niveaux.</u></b>						
504-1-1	Taux de disponibilité en Médicaments Essentiels Génériques de qualité au niveau CSB	%	92	92	89,1	-2,9	NA
<b>505 LUTTE CONTRE LES MALADIES</b>							
<b>505-1</b>	<b><u>Réduire la prévalence des principales maladies endémo épidémiques et les Maladies Tropicales négligées.</u></b>						
505-1-1	Taux d'incidence du paludisme au niveau CSB	%	5,5	5,5	3,3	-2,2	A
505-1-2	Taux de succès au traitement de la tuberculose	%	84,7	84,7	82,95	-1,75	NA
505-1-3	Taux de létalité par la peste	%	15	16	23	+7	NA
<b>505-2</b>	<b><u>Renforcer la prévention et la prise en charge du sida.</u></b>						
505-2-1	Taux de dépistage du VIH chez les femmes enceintes au niveau FS	%	70	70	29,5	-40,5	NA
<b>505-3</b>	<b><u>Promouvoir la lutte contre les Maladies Non Transmissibles et la prévention du handicap.</u></b>						
505-3-1	Taux de mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier	%	30	30	31,6	1,6	NA
<b>506 SURVIE ET DEVELOPPEMENT DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>							
<b>506-1</b>	<b><u>Accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile.</u></b>						
506-1-1	Taux d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans vus en consultation externe des CSB	%	8	8	3	-5	A
<b>506-2</b>	<b><u>Accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile.</u></b>						
506-2-1	Taux de couverture vaccinale DTCHepb3 Hib	%	83	83	72	-11	NA
506-2-2	Taux d'accouchement au niveau des CSB et CH	%	35	35	24	-11	NA
<b>506-3</b>	<b><u>Apporter un appui institutionnel favorable à la santé de l'adolescent et de la femme.</u></b>						
506-3-1	Taux de couverture contraceptive	%	31	31	28,9	-2,1	NA

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
		LFI	LFR	réalisées		
<b>750 JEUNESSE</b>						
<b>045 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>						
<b>045-1</b>	<b><u>Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées</u></b>					
045-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	70	93,91	+23,91 A
<b>045-2</b>	<b><u>Mettre en place des textes législatifs et réglementaires en matière de Jeunesse et des sports</u></b>					
045-2-1	Nombre de loi portant PNS adoptée	Nb	0	0	0	Autres Autres
045-2-2	Nombre de loi rectificative portant PNJ adoptée	Nb	0	0	0	Autres Autres
045-2-3	Nombre de décret d'application de la PNS	Nb	0	0	0	Autres Autres
045-2-4	Nombre de décret d'application de la PNJ	Nb	0	0	0	Autres Autres
<b>045-3</b>	<b><u>Renforcer la gouvernance du Ministère de la jeunesse et des sports et ses services déconcentrés</u></b>					
045-3-1	Nombre de manuel de procédure établi	Nb	0	0	0	Autres Autres
045-3-2	Nombre des responsables centraux renforcés en capacité	Nb	40	40	20	-20 NA
045-3-3	Nombre des directeurs régionaux renforcés en capacité	Nb	44	44	20	-24 NA
045-3-4	Nombre d'une banque de données nationale pour la jeunesse et le sport	Nb	0	0	0	Autres Autres
<b>045-4</b>	<b><u>Construire des bureaux logements et réhabiliter des bâtiments administratifs</u></b>					
045-4-1	Nombre des bureaux logements et des bâtiments administratifs construits et/ou rénovés	Nb	10	10	0	-10 NA
<b>302 JEUNESSE</b>						
<b>302-A</b>	<b><u>Promouvoir la participation de Madagascar aux grands évènements nationaux et Internationaux de la jeunesse</u></b>					
302-A-1	Nombre de participation des jeunes malgaches à la journée de la jeunesse	Nb	6 000	6 000	6 000	0 A
<b>302-1</b>	<b><u>Promouvoir et appuyer les Conseils et/ou structures de la jeunesse</u></b>					
302-1-1	Nombre des Conseils/ ou structures de la Jeunesse appuyé(e)s	Nb	22	22	110	+88 A
<b>302-2</b>	<b><u>Appuyer l'accès des jeunes à la création d'emploi</u></b>					
302-2-1	Nombre du système d'appui à la création d'emploi et d'auto-emploi des jeunes	Nb	22	22	52	+30 A
302-2-2	Nombre de jeunes formés en orientation aux activités des recensements des jeunes	Nb	400	400	100	-300 NA
302-2-3	Nombre des jeunes porteurs des projets soutenus	Nb	50	50	40	-10 NA
<b>302-3</b>	<b><u>Promouvoir l'auto-emploi</u></b>					
302-3-1	Nombre des jeunes pratiquant les activités génératrices de revenus (AGR)	Nb	150	150	100	-50 NA
<b>302-4</b>	<b><u>Renforcer les compétences des jeunes en entrepreneuriat</u></b>					
302-4-1	Nombre des jeunes formés et encadrés en entrepreneuriat en gestion des petits métiers	Nb	6 500	6 500	3 000	-3 500 NA
<b>302-5</b>	<b><u>Développer les actions des partenariats en matière de jeunesse</u></b>					
302-5-1	Nombre des partenariats réalisés en matière de jeunesse	Nb	20	20	20	0 A
<b>302-6</b>	<b><u>Mettre en place les réseaux des entrepreneurs PPEJ</u></b>					
302-6-1	Nombre des réseaux des entrepreneurs PPEJ	Nb	40	40	0	-40 NA
<b>302-7</b>	<b><u>Utilisation accrue des offres, des services garantissant l'accès universel des jeunes et des adolescents à l'information favorable à la protection de leurs droits et favorisant la meilleure protection des jeunes et des adolescents contre les fléaux sociaux prioritaires</u></b>					
302-7-1	Nombre d'actions contre les fléaux sociaux affectant les jeunes et les adolescents	Nb	50	50	0	-50 NA
302-7-2	Nombre des jeunes informés et sensibilisés de leurs droits ainsi qu'aux fléaux sociaux	Nb	70 000	70 000	0	-70000 NA
<b>302-8</b>	<b><u>Optimiser l'accès aux infrastructures et équipements en matière de jeunes</u></b>					
302-8-1	Nombre des Maisons des Jeunes construites ou réhabilitées	Nb	10	10	4	-6 NA
302-8-2	Nombre des maisons des jeunes équipées et opérationnelles	Nb	30	30	5	-25 NA
<b>302-9</b>	<b><u>Nombre de plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes</u></b>					
302-9-1	Nombre de plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes	Nb	60	60	15	-45 NA
302-9-2	Accroissement des taux des jeunes dynamisés dans les maisons des jeunes	%	0,8	0,8	0,8	0 A

## 780 SPORTS

**026-1 Assurance et utilisation rationnelle des ressources allouées**

026-1-1	taux d'exécution budgétaire	%	0	98	100	+2	A
---------	-----------------------------	---	---	----	-----	----	---

**301 SPORTS****301-1 Promouvoir et appuyer les disciplines sportives à Madagascar**

301-1-1	Nombre de disciplines appuyées	Nb	15	15	15	0	A
---------	--------------------------------	----	----	----	----	---	---

**301-2 Faire en sorte que le sport pour tous soit au service de la paix, de l'éducation, de l'environnement et du développement au niveau des villages**

301-2-1	Nombre des structures de promotion du sport pour tous au service du développement communautaire	Nb	100	100	75	-25	NA
---------	---	----	-----	-----	----	-----	----

**301-3 Mettre en œuvre le projet "infrastructures et équipements sportifs pour tous"**

301-3-1	Nombre de villages-pilotes bénéficiant le projet	Nb	20	20	14	-6	NA
---------	--	----	----	----	----	----	----

**301-4 Optimiser l'accès aux infrastructures et équipements en matière de sport**

301-4-1	Nombre de centre national de sport-étude construit et ou rénové	Nb	3	3	2	-1	NA
---------	---	----	---	---	---	----	----

301-4-2	Nombre de bâtiment de formation en matière de sports rénové	Nb	3	3	1	-2	NA
---------	---	----	---	---	---	----	----

301-4-3	Nombre de système chauffant de la piscine de l'ANS rénové	Nb	1	1	1	0	A
---------	---	----	---	---	---	---	---

301-4-4	Nombre d'études techniques en vue de la construction de bases d'entraînement olympique	Nb	30	30	7	-23	NA
---------	--	----	----	----	---	-----	----

301-4-5	Nombre d'infrastructures sportives construites et/ou réhabilitées	Nb	6	6	5	-1	NA
---------	---	----	---	---	---	----	----

**301-5 Promouvoir la participation de Madagascar aux grands évènements nationaux et internationaux des sports**

301-5-1	Nombre de la participation de Madagascar aux compétitions internationales	Nb	30	30	30	0	A
---------	---	----	----	----	----	---	---

301-5-2	Nombre de la participation de Madagascar aux grands jeux	Nb	4	4	7	+3	A
---------	--	----	---	---	---	----	---

301-5-3	Nombre des évènements sportifs nationaux appuyés	Nb	2	2	2	0	A
---------	--	----	---	---	---	---	---

**301-6 Moderniser la formation en matière de sport**

301-6-1	Nombre de politique nationale de formation l'ANS établie	Nb	0	0	0	0	Autres
---------	--	----	---	---	---	---	--------

**301-7 Assurer l'encadrement des jeunes sportifs**

301-7-1	Nombre d'encadrement des jeunes sportifs	Nb	2	2	2	0	A
---------	--	----	---	---	---	---	---

**301-8 Mise en œuvre du statut des athlètes de haut niveau**

301-8-1	Nombre des athlètes de haut niveau regroupés	Nb	25	25	25	0	A
---------	--	----	----	----	----	---	---

**790 LOISIRS****303 LOISIRS****303-1 Organiser des loisirs sains et éducatifs**

303-1-1	Nombre d'activités de loisirs et sportives dans les Maisons des Jeunes	Nb	15	15	5	-10	NA
303-1-2	Nombre de types de loisirs chez les catégories des Jeunes	Nb	20	20	15	-5	NA
303-1-3	Nombre de jeunes participant à des événements sociaux et culturels	Nb	25 000	25 000	10 000	-15 000	NA

76 MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION  
DE LA FEMME

	Unités	Valeurs cibles LFI	LFR	Valeurs réalisées	Ecarts	Evaluation	
<b>760 POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>							
<b>025 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>025-1 <u>Elaborer et/ ou mettre à jour le cadre institutionnel relatif à la Protection Sociale et Développement Social</u></b>							
025-1-1	Nombre de textes juridiques élaborés et/ou mis à jour	Nb	3	3	0	-3	NA
025-1-2	Nombre de manuel de procédure et règlement intérieur sur l'adoption élaborés	Nb	1	1	1	0	A
025-1-3	Nombre de textes et supports relatifs à l'adoption vulgarisés et disséminés	Nb	500	500	500	0	A
<b>025-2 <u>Assurer la coordination et le suivi-évaluation des structures d'intervention du Ministère</u></b>							
025-2-1	Taux de structures supervisées	%	100	100	100	0	A
025-2-2	Taux de directions supervisées	%	100	100	100	0	A
025-2-3	Nombre de structures d'intervention supervisées	Nb	93	93	95	+2	A
<b>025-3 <u>Promouvoir les Partenariats pour les programmes de protection et de développement sociaux</u></b>							
025-3-1	Nombre de conventions de partenariat traitées	Nb	10	10	10	0	A
025-3-2	Nombre d'annuaires élaborés et distribués	Nb	120	120	0	-120	NA
025-3-3	Nombre de structures régionales mises en place et évaluées	Nb	22	22	12	-10	NA
<b>025-4 <u>Assurer une bonne gestion des ressources financières</u></b>							
025-4-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	44,83	-55,17	NA
025-4-2	Taux d'engagement de salaires ECD	%	100	100	96,33	-3,67	NA
<b>025-5 <u>Construire et/ou réhabiliter des bâtiments administratifs</u></b>							
025-5-1	Bâtiments construits ou réhabilités	Nb	10	10	10	0	A
025-5-2	Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites	Nb	10	10	10	0	A
<b>025-6 <u>Assurer une bonne gestion des ressources humaines du Ministère</u></b>							
025-6-1	Pourcentage de dossiers du personnel traités	%	100	100	100	0	A
<b>025-7 <u>Sécuriser les patrimoines du Ministère</u></b>							
025-7-1	Nombre de propriétés du Ministère régularisées	Nb	5	5	0	-5	NA
<b>025-8 <u>Améliorer le Système d'information du Ministère</u></b>							
025-8-1	Nombre de personnes vulnérables recensées	Nb	60 000	60 000	67 000	+7 000	A
025-8-2	Nombre de registre unique élaboré	Nb	1	1	nd	nd	nd
025-8-3	Nombre d'observatoire et ses démembrements locaux mis en place	Nb	4	4	0	-4	NA
025-8-4	Nombre des points focaux TIC formés en GSI	Nb	44	44	44	0	A
<b>806 ETUDES ET EDUCATION EN MATIERE DE POPULATION</b>							
<b>806-1 <u>Promouvoir des études et recherches en matière de Population</u></b>							
806-1-1	Nombre des études et recherches effectuées	Nb	0	0	0	Autres	Autres
<b>806-2 <u>Mettre en place un système d'éducation de la population</u></b>							
806-2-1	Nombre de districts touchés	Nb	0	0	0	Autres	Autres
806-2-2	Nombre de mobilisations effectuées	Nb	10	10	10	0	A
806-2-3	Nombre de rapports régionaux et nationaux compilés	Nb	4	4	0	-4	NA
806-2-4	Nombre des systèmes opérationnels	Nb	8	8	8	0	A

## 813 PROMOTION DE L'AMELIORATION DE LA CONDITION DE LA VIE DE LA POPULATION

### 813-1 Améliorer le cadre de vie de la population dans les structures

#### d'interventions et les localités ayant des initiatives de base

813-1-1	Nombre de structures d'intervention et / ou localités appuyés	%	0	0	Autres	Autres	Autres
813-1-2	Nombre de ménages doté de kits	Nb	0	0	Autres	Autres	Autres
813-1-3	Nombre de communautés et familles vulnérables éduqués	Nb	15	15	20	+5	A

### 813-2 Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population dans les sites communautaires et les localités ayant des initiatives de base

813-2-1	Nombre de sites communautaires touchés	Nb	5	5	5	0	A
813-2-2	Nombre de structures d'intervention réhabilitées ou construites	Nb	18	18	90	+72	A

### 813-3 Promouvoir les structures d'interventions en matière de Réinsertion Sociale et Professionnelle

813-3-1	Nombre de filières de formation créées	Nb	10	10	10	0	A
813-3-2	Nombre de structures d'interventions appuyées	Nb	15	15	15	0	A

### 813-4 Renforcer la lutte contre le VIH/SIDA, la malnutrition et la dégradation de l'Environnement

813-4-1	Nombre de groupes cibles sensibilisés et appuyés	Nb	150	150	150	0	A
---------	--	----	-----	-----	-----	---	---

### 813-5 Promouvoir l'équité sociale

813-5-1	Nombre de populations cibles sensibilisées et appuyées	Nb	1 000	1 000	1 150	+150	A
---------	--	----	-------	-------	-------	------	---

## 770 PROTECTION SOCIALE

### 053 ADMINISTRATION ET COORDINATION

#### 053-1 Favoriser la mise en place de la structure organisationnelle

053-1-1	Taux de Directions Techniques performantes	%	90	90	90	0	A
053-1-2	Nombre de zones (commune vulnérable) à risque identifiées	Nb	64	64	75	+11	A

### 807 GENRE ET DEVELOPPEMENT

#### 807-1 Promouvoir la condition sociale, juridique et culturelle de la femme

807-1-1	Nombre de plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) opérationnelles	Nb	22	22	22	0	A
807-1-2	Nombre de structures de prise en charge sociale et / ou psychosociale appuyées	Nb	6	6	6	0	A
807-1-3	Taux de participation des femmes aux sphères de prise de décision	%	20	20	20	0	A
807-1-4	Nombre de femmes sensibilisées ayant accru leurs capacités en matière de gestion de l'eau	Nb	10 000	10 000	nd	nd	nd
807-1-5	Nombre de foyers sociaux fonctionnels	Nb	8	8	8	0	A

### 814 ACTION SOCIALE

#### 814-1 Promouvoir l'accès aux services sociaux de base

814-1-1	Nombre de population cible bénéficiaire	Nb	200	200	506	+306	A
814-1-2	Nombre de responsables/acteurs oeuvrant dans les secteurs sociaux touchés par l'action de plaidoyer	Nb	30	30	30	0	A
814-1-3	Nombre de communes touchées	Nb	183,569	183,57	69	-114,57	NA
814-1-4	Nombre de personnes responsables formées	Nb	390	390	390	0	A

#### 814-2 Promouvoir l'effectivité des droits des très pauvres et vulnérables et améliorer les prestations de service en matière de protection sociale

814-2-1	Nombre de sinistrés bénéficiant l'appui au relèvement	Nb	0	0	Autres	Autres	Autres
814-2-2	Nombre de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires	Nb	120	120	155	+35	A
814-2-3	Nombre des associations encadrées	Nb	6	6	6	0	A
814-2-4	Nombre d'individus/ménages appuyés	Nb	8 250	8 250	20 850	+12 600	A

<b>814-3</b>	<b><u>Favoriser la participation de la population vulnérable à la croissance économique</u></b>							
814-3-1	Nombre de ménages pauvres ayant accès au terrain agricole	Nb	1 000	1 000	750	-250	NA	
814-3-2	Nombre de groupe des minorités ayant accès aux activités génératrices de revenu (AGR)	Nb	50	50	110	+60	A	
814-3-3	Nombre d'associations de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires	Nb	5	5	5	0	A	
814-3-4	Nombre d'associations de femmes rurales bénéficiaires	Nb	100	100	29	-71	NA	
814-3-5	Nombre de ménages bénéficiant des dispositifs de sécurité et santé au travail	Nb	6 500	6 500	38	-6 462	NA	
814-3-6	Nombre de greniers villageois construits au niveau des communes vulnérables menacées ou victimes des chocs	Nb	94	94	nd	nd	nd	
<b>814-4</b>	<b><u>Participer au rétablissement des victimes de chocs</u></b>							
814-4-1	Nombres de ménages bénéficiant l'appui d'urgence en vivres et en PPN à partir du 10ème jour après l'impact de l'aléa	Nb	27 000	27 000	29 850	+2 850	A	
814-4-2	Nombre d'Homme/jours bénéficiaires des travaux HIMO	Nb	12 600	12 600	48 659	+36 059	A	
814-4-3	Nombre de ménages bénéficiaires d'un système de financement allégé	Nb	20 000	20 000	nd	nd	nd	
814-4-4	Nombre des victimes de chocs accompagnés psycho socialement	Nb	108 000	108 000	118 235	+10 235	A	
<b>814-5</b>	<b><u>Contribuer à la prévention et à la gestion des sinistrés</u></b>							
814-5-1	Nombre de ménages bénéficiant des appuis en intrants agricoles et matériels de production	Nb	17 100	17 100	18 810	+1 710	A	
814-5-2	Nombre de ménages bénéficiaires d'appui en AGR	Nb	21 600	21 600	11 960	-9 640	NA	
814-5-3	Nombre de dispositifs/agences d'exécution existants appuyés financièrement et techniquement	Nb	26	26	12	-14	NA	

## 815 FAMILLE ET ENFANCE

<b>815-1</b>	<b><u>Promouvoir le cadre socio-juridique de protection des groupes vulnérables</u></b>							
815-1-1	Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnelles	Nb	65	65	nd	nd	nd	
815-1-2	Nombre d'acteurs ayant reçu les renforcements des capacités	Nb	100	100	135	+35	A	
815-1-3	Nombre d'enfants et / ou familles vulnérables ayant accès aux structures de protection y compris l'adoption	Nb	120	120	187	+67	A	
815-1-4	Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnels	Nb	120	120	71	-49	NA	
815-1-5	Nombre de documents standards minimums disponibles	Nb	1	1	nd	nd	nd	

81 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation	
		LFI	LFR	réalisées			
<b>810 EDUCATION</b>							
<b>027 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>027-1 Renforcer les prestations des services publics</b>							
027-1-1	Taux d'engagement des dépenses non salariales	%	98,2	98,2	98,27	+0,07	A
<b>027-2 Décentraliser l'administration publique</b>							
027-2-1	Rapport des dépenses des structures déconcentrées à dépenses des structures centrales (Biens et Services)	%	136,2	136,2	36,69	-99,51	NA
<b>304 PETITE ENFANCE</b>							
<b>304-1 Assurer l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation</b>							
304-1-1	Taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans le préscolaire	%	19	19	19	0	A
<b>305 ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL PREMIER CYCLE</b>							
<b>305-1 Créer un enseignement primaire performant</b>							
305-1-1	Taux d'achèvement du cycle primaire	%	67	67	68,40	+1,4	A
305-1-2	Taux de redoublants	%	18,5	18,5	21,35	2,85	NA
<b>306 ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL SECOND CYCLE</b>							
<b>306-1 Intensifier le système d'éducation fondamentale de second cycle</b>							
306-1-1	Taux d'achèvement du cycle collégial	%	39	39	36,25	-2,75	NA
306-1-2	Taux de redoublants	%	13	13	14,02	1,02	NA
<b>307 ALPHABETISATION</b>							
<b>307-1 Mettre fin à l'analphabétisme</b>							
307-1-1	Nombre de population de plus de 15 ans alphabétisée	Nb	33 500	33 500	32900	-600	NA
<b>820 ENSEIGNEMENT GENERAL</b>							
<b>048 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>048-1 Renforcer les prestations des services publics</b>							
048-1-1	Taux d'engagement des dépenses non salariales	%	98,2	98,2	96,49	-1,71	NA
<b>308 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>							
<b>308-1 Améliorer le système d'enseignement secondaire ou Lycée</b>							
308-1-1	Taux d'achèvement du cycle secondaire	%	17,8	17,8	19,42	+1,62	A
308-1-2	Taux de redoublants	%	9,5	9,5	12,67	3,17	NA

83 MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

		Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecart	Evaluation
			LFI	LFR	réalisées		
<b>330 EMPLOI</b>							
<b>607 PROMOUVOIR LA CROISSANCE ECONOMIQUE PAR L'EMPLOI DECENT</b>							
<b>607-1</b>	<b><u>Promouvoir l'employabilité des jeunes et des sans emplois</u></b>						
607-1-1	Nombre de jeunes et/ou sans emploi formés qualifiés	Nb	1 500	1 275	1 275	0	A
<b>607-2</b>	<b><u>Améliorer l'employabilité des jeunes sans qualification en milieu rural et urbain</u></b>						
607-2-1	Nombre de bénéficiaires formés	Nb	2 000	1 700	280	-1 420	NA
<b>607-3</b>	<b><u>Renforcer les capacités des actifs occupés</u></b>						
607-3-1	Nombre de bénéficiaires formés	Nb	200	170	370	+200	A
<b>607-4</b>	<b><u>Intensifier le partenariat public-privé</u></b>						
607-4-1	Nombre de partenaires privés contractants	Nb	20	17	10	-7	NA
<b>607-5</b>	<b><u>Renforcer la gestion de la migration de travail</u></b>						
607-5-1	Nombre de personnes formées à l'emploi à l'étranger	Nb	450	350	358	+8	A
<b>830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>							
<b>049 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>049-1</b>	<b><u>Renforcer les prestations de services publics</u></b>						
049-1-1	Taux d'engagement des dépenses non salariales	%	100	100	63,63	-36,37	NA
<b>309 FORMATION TECHNIQUE INITIALE ET PROFESSIONNELLE</b>							
<b>309-1</b>	<b><u>Revaloriser l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP)</u></b>						
309-1-1	Nombre d'apprenants formés pour 100 000 habitants	Nb	450	350	558	+208	A
<b>309-2</b>	<b><u>Revaloriser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP)</u></b>						
309-2-1	Nombre d'établissements créés	Nb	8	8	7	-1	NA
<b>309-3</b>	<b><u>Revaloriser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP)</u></b>						
309-3-1	Nombre d'établissements normalisés après évaluation	Nb	80	65	66	+1	A

84 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecarts	Evaluation	
		LFI	LFR	réalisées			
<b>840 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>							
<b>028 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>028-1 Améliorer le pilotage et la planification du système</b>							
028-1-1	Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage	%	77,92	52,75	95,27	+42,52	A
<b>028-2 Améliorer la gestion du patrimoine du MESUPRES</b>							
028-2-1	Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage	%	77,92	52,75	95,27	+42,52	A
<b>028-3 Améliorer le suivi et l'évaluation du système de l'ESUP</b>							
028-3-1	Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage	%	77,92	52,75	95,27	+42,52	A
<b>028-4 Assurer la paix sociale dans les Universités</b>							
028-4-1	Taux d'engagement de dépenses obligatoires	%	93	93	95,27	+2,27	A
<b>028-5 Recherche une adéquation possible entre les compétences nécessaires et les compétences disponibles</b>							
028-5-1	Qualité de service améliorée	Nb	60	55	54	-1	NA
<b>028-6 Servir d'interface entre les Universités et le public au niveau des régions</b>							
028-6-1	Décentralisation des missions de communication de la MCU et CNELA	%	60	55	10	-45	NA
<b>310 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>							
<b>310-A Favoriser l'accès plus facile des Etudiants aux infrastructures sportives</b>							
310-A-1	Nombre des infrastructures sportives réhabilitées	Nb	3	2	2	0	A
<b>310-1 Restructurer et développer la formation à distance</b>							
310-1-1	Nombre d'étudiants inscrits à la formation à distance	Nb	19 198	18 648	18 220	-428	NA
<b>310-2 Améliorer le taux d'accès à l'enseignement supérieur</b>							
310-2-1	Taux de transition de nouveaux bacheliers à l'enseignement supérieur	%	70,5	68	59,1	-8,9	NA
<b>310-3 Appuyer le développement de l'enseignement supérieur public et privé</b>							
310-3-1	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	Nb	457	464	522	+58	A
<b>310-4 Accompagner le basculement du système LMD</b>							
310-4-1	Taux d'achèvement de l'ESUP	%	30	29	62,30	+33,3	A
<b>310-5 Normaliser le système d'Enseignement Supérieur</b>							
310-5-1	Nombre d'arrêtés d'habilitation des offres de formation Instituts d'ESUP	Nb	125	116	131	+15	A
<b>310-6 Appuyer l'adéquation de la formation, de la recherche dans les institutions d'ESUP</b>							
301-6-1	Nombre des Institutions d'ESUP publiques et privées accréditées	Nb	140	125	147	+22	A
<b>310-7 Susciter l'émergence de l'Université Numérique</b>							
310-7-1	Taux de couverture WIFI dans les Universités e IST	%	60	55	30	-25	NA
<b>310-8 Opérationnaliser les écoles doctorales</b>							
310-8-1	Bases de Données sur la liste des doctorants mises à jour	%	25	24	80	+56	A
<b>310-9 Informatiser et mettre en réseau les Universités, IST et CNR</b>							
310-9-1	Nombre des Universités, IST et CNR, connecté et mis en réseau	Nb	13	12	14	+2	A

850 RECHERCHE SCIENTIFIQUE

050 ADMINISTRATION ET COORDINATION

050-1 Elaborer et publier les Plans Directeurs de la Recherche

050-1-1	Plans Directeurs de la Recherche élaborés et publiés	Nb	3	3	4	+1	A
---------	--	----	---	---	---	----	---

050-2 Mettre à jour le tableau de bord de la recherche

050-2-1	Taux de mis à jour de nouvelles données collectées	%	60	50	60	+10	A
---------	--	---	----	----	----	-----	---

050-3 Mettre en oeuvre la stratégie nationale de la recherche

050-3-1	Textes relatifs à la révision des statuts des CNR finalisés	Nb	6	5	7	+2	A
---------	---	----	---	---	---	----	---

311 RECHERCHE SCIENTIFIQUE

311-1 Vulgariser les résultats de recherche liés au développement économique

311-1-1	Nombre de brevets déposés	Nb	4	2	0	-2	NA
---------	---------------------------	----	---	---	---	----	----

311-2 Recherche et développement - partenariat scientifique (inter CNR, public, privé)

311-2-1	Nombre de partenariats conclus entre secteur privé et Instituts de recherche	Nb	3	2	3	+1	A
---------	--	----	---	---	---	----	---

311-3 Valoriser la recherche et les résultats

311-3-1	Nombre de Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche équipés	Nb	3	2	3	+1	A
---------	--	----	---	---	---	----	---

311-4 Renforcer les moyens et valoriser le personnel-chercheur

311-4-1	Sessions d'évaluation des performances de chercheurs organisées	Nb	2	2	3	+1	A
---------	---	----	---	---	---	----	---

311-5 Améliorer les infrastructures du PBZT

311-5-1	Nouvelles cages construites et réhabilitées	Nb	5	3	2	-1	NA
---------	---	----	---	---	---	----	----

86 MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET  
DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

	Unités	Valeurs cibles		Valeurs	Ecarts	Evaluation	
		LFI	LFR	réalisées			
<b>342 ARTISANAT</b>							
<b>046 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>046-1 Amélioration de la qualité des services publics</b>							
046-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	90	90	89	-1	NA
<b>611 DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT</b>							
<b>611-1 Structurer de l'Artisanat</b>							
611-1-1	Artisans regroupés en Clusters	Nb	30	20	20	0	A
<b>611-2 Professionnaliser les artisans</b>							
611-2-1	Artisans Professionnalisés	Nb	2 000	1 500	1 250	-250	NA
<b>611-3 Promouvoir de l'Artisanat</b>							
611-3-1	Vitrines de l'Artisanat mises en place	Nb	30	20	18	-2	NA
<b>860 CULTURE</b>							
<b>029 ADMINISTRATION ET COORDINATION</b>							
<b>029-1 Améliorer les services offerts</b>							
029-1-1	Taux de satisfaction de services rendus	%	90	80	80	0	A
<b>808 PATRIMOINE</b>							
<b>808-1 Promouvoir la Valorisation du patrimoine et du centre culturel malagasy</b>							
808-1-1	Nombre de patrimoines restaurés et sauvegardés	Nb	20	20	10	-10	NA
<b>809 CREATION</b>							
<b>809-1 Promouvoir les créations musicales</b>							
809-1-1	Nombre de techniciens et d'opérateurs culturels formés	Nb	60	60	38	-22	NA
<b>809-2 Soutenir les créations d'art, d'artisanats, des arts oraux et des écrits</b>							
809-2-1	Nombre de nouvelles créations appuyées	Nb	35	35	33	-2	NA
<b>810 MANIFESTATION CULTURELLES</b>							
<b>810-1 Valoriser la culture et le métier d'artiste</b>							
810-1-1	Nombre de manifestations culturelles représentatives des régions soutenues	Nb	50	50	24	-26	NA